



13 août 2019

(19-5258)

Page: 1/90

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

UNION EUROPÉENNE

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de l'Union européenne porte sur les programmes de subventions de **Malte**.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
1 PROGRAMME D'AIDE À L'INVESTISSEMENT	4
2 CRÉDITS D'IMPÔTS AU TITRE DE L'AIDE À L'INVESTISSEMENT 2014-2020	6
3 BUSINESS START (B. START)	11
4 CERTIFY (CRÉDITS D'IMPÔTS) 2017-2018.....	16
5 CERTIFY (CRÉDITS D'IMPÔTS) 2018-2020.....	18
6 PRÊTS À DES CONDITIONS DE FAVEUR	20
7 BONIFICATIONS DES TAUX D'INTÉRÊT	22
8 GARANTIES DE PRÊTS	23
9 PROGRAMME DE PROMOTION DU COMMERCE	25
10 PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE CONTINUITÉ DES ENTREPRISES	27
11 PROGRAMME DE SERVICES DE CONSEIL AUX ENTREPRISES	29
12 PROGRAMME DE SUBVENTION DES TRANSPORTS DE GOZO	31
13 MICROINVEST	35
14 PROGRAMME DE PRIME LOCATIVE	39
15 RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT 2014-2020	41
16 ÉTUDES DE FAISABILITÉ SUR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT 2014-2020	44
17 FINANCEMENT DU DÉMARRAGE D'ACTIVITÉS 2017-2020	46
18 PROGRAMME D'AIDE AUX ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES	48
19 PROGRAMME DE BONS D'AUDIT ÉNERGÉTIQUE.....	50
20 PROJETS D'AIDE À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT (CRÉDITS D'IMPÔTS)	52
21 CRÉDITS D'IMPÔTS POUR LA R-D ET L'INNOVATION	55
22 PROGRAMME DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES.....	57
23 COOPÉRER POUR LA CROISSANCE.....	60
24 PROGRAMME LEAP2ENTERPRISE.....	62
25 SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES DU VILLAGE ARTISANAL DE TA' QALI	65
26 SERVICES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES FAMILIALES	67
27 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DES ENTREPRISES FAMILIALES	70
28 PROGRAMME LAITIER	72
29 PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE.....	73
30 PROGRAMME DE STAGES.....	73
31 PROGRAMME D'EXPOSITION PROFESSIONNELLE.....	75
32 PROGRAMME DE PLACEMENT PROFESSIONNEL	77
33 PROGRAMME DE GARANTIE 2.0 POUR LA JEUNESSE FSE.01.002	78
34 PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION DES FORMATIONS	80
35 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES.....	82
36 PROGRAMME D'ACCÈS À L'EMPLOI (A2E)	84
37 FAVORISER LA COHÉSION ÉCONOMIQUE À GOZO (SECTEUR DE L'AGRICULTURE).....	86

38 INSTALLATIONS DE CLASSEMENT PAR QUALITÉ ET DE CONDITIONNEMENT DES FRUITS ET LÉGUMES	87
39 PROGRAMME DE TRANSPORT DE FOURRAGE	87
40 FAVORISER LA COHÉSION ÉCONOMIQUE À GOZO (SECTEUR DE LA PÊCHE)	88
41 FAVORISER LA COHÉSION ÉCONOMIQUE À GOZO (SECTEUR INDUSTRIEL)	89

INTRODUCTION

Le présent rapport porte sur les programmes et régimes d'aide publique en vigueur en 2017 et 2018. Les montants indiqués sont libellés en euros (€).

1 PROGRAMME D'AIDE À L'INVESTISSEMENT

1. Titre de la subvention

Programme d'aide à l'investissement.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général et/ou objectif de la subvention

Aider au développement de Malte en favorisant l'expansion et la diversification des activités économiques des entreprises situées à Malte ainsi qu'encourager les entreprises à créer de nouveaux établissements.

Les principaux avantages découlant de cette aide incluent:

- l'accroissement des investissements;
- l'augmentation des possibilités d'emploi;
- l'augmentation du PIB.

4. Fondement et législation

Le Programme d'aide à l'investissement est administré par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur l'aide à l'investissement, législation subsidiaire 463.02 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", mentionnée au paragraphe précédent constitue la base légale nationale de ce programme d'aide.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11607&l=1>

Les conditions relatives à ce programme d'aide sont conformes à l'article 13 de la section 1 (Aides régionales à l'investissement et à l'emploi) du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie). Le numéro de l'aide d'État du Programme d'aide à l'investissement est SA 34221 (2012/X).

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société Malta Enterprise contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme d'aide à l'investissement** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Investment%20Aid%20Tax%20Credits%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28valid%20up%20to%20June%202014%20pour%20cent29.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Investment%20Aid%20Tax%20Credits%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28valid%20up%20to%20June%202014%20pour%20cent29.pdf)

5. Forme de la subvention

Le régime permet d'accorder une aide sous forme de subvention en espèces ou de crédit d'impôt. Dans ce dernier cas, elle est accordée automatiquement sous réserve de remplir certains critères objectifs. Autrement, elle doit être approuvée au préalable par écrit avant le début des travaux dans le cadre du projet. L'aide relevant de la période concernée ne désigne que le crédit d'impôts relatif aux projets qui remplissent les critères du programme étant donné que par définition, les crédits d'impôts prennent corps après l'investissement.

L'aide fournie au titre de cette mesure de soutien est calculée soit par rapport au montant de l'investissement dans les immobilisations corporelles ou incorporelles résultant du projet d'investissement initial soit par rapport aux coûts salariaux correspondant aux emplois directement créés par le projet d'investissement pendant les deux (2) premières années.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Microentreprises, PME et grandes entreprises.

Intensité de l'aide

Le montant total de l'aide à l'investissement pouvant être approuvé pour un projet d'investissement donné ne peut en aucun cas être supérieur à:

- 50% de l'investissement admissible dans le cas d'une petite entreprise;
- 40% de l'investissement admissible dans le cas d'une entreprise moyenne;
- 30% de l'investissement admissible dans le cas d'une grande entreprise;

Activités admissibles

Les activités admissibles au bénéfice d'une aide à l'investissement sont les suivantes:

- a.
 - i) la production, la fabrication, le perfectionnement, l'assemblage, la conservation et la transformation de tout produit, matériau, matière première, équipement, installation ou machine;
 - ii) la fourniture de tout service industriel similaire aux activités mentionnées plus haut au point i);
 - iii) la réparation, la révision et l'entretien des bateaux de plaisance, des yachts ne comptant pas plus de 30 couchettes, des avions et des moteurs ou équipements intégrés ou utilisés dans ces bateaux ou avions;
- b. les activités de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), la mise au point de logiciels, les services basés sur les technologies de l'information (TI), y compris les centres d'appel et les solutions utilisant les technologies de l'information (TI), mais pas la fourniture de services de télécommunication;
- c. la recherche-développement et les activités des nouvelles entreprises innovantes;
- d. les innovations dans le domaine de l'écologie, le traitement des déchets et les solutions écologiques;
- e. les biotechnologies, y compris la production et le développement de droits de propriété intellectuelle ou de produits, et la fourniture de services résultant de, ou liés à l'étude, la recherche, la découverte, l'application, la modification ou la création d'organismes vivants ou de matières obtenues à partir de ceux-ci;
- f. la mise à disposition d'infrastructures directement nécessaires à l'élaboration ou à la production de longs métrages, de programmes de télévision ou de spots publicitaires;

- g. la fourniture par des établissements privés de services d'enseignement supérieur dans les domaines scientifique et technologique;
- h. la fourniture de services de santé privés par le biais de la mise en place de nouveaux projets impliquant un investissement d'au moins 2,5 millions d'euros dans du matériel médical, à l'exclusion des terrains et des bâtiments;
- i. la fourniture de services de logistique incluant une transformation partielle créatrice de valeur ajoutée par des entreprises employant au minimum 250 salariés à temps plein, ou leur équivalent;
- j. les activités énoncées à l'article 11 de la Loi maltaise sur les ports francs et exercées principalement dans un port franc, tel que défini dans la Loi sur les ports francs, par une entreprise ayant obtenu une licence conformément à ladite Loi.

7. Montant de la subvention

2017 – 50 369 848,00 euros.

2018 – 26 126 626,00 euros.

La correspondance des valeurs figurant dans le présent rapport et les incitations fiscales utilisées par les entreprises est la suivante:

2017: les valeurs se rapportent à l'année d'imposition 2017 (exercice 2016).

2018: les valeurs se rapportent à l'année d'imposition 2018 (exercice 2017).

La Société n'est pas encore en mesure d'indiquer les valeurs de l'aide applicable aux incitations fiscales pour l'année 2018. Ces renseignements seront indiqués dans la prochaine notification adressée à l'OMC étant donné que les états financiers audités pour l'exercice 2018 ne sont pas encore disponibles.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2014.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

2 CRÉDITS D'IMPÔTS AU TITRE DE L'AIDE À L'INVESTISSEMENT 2014-2020

1. Titre de la subvention

Crédits d'impôts au titre de l'aide à l'investissement 2014-2020.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général et/ou objectif de la subvention

Faciliter les investissements initiaux en encourageant la création de nouveaux établissements et l'expansion et le développement des entreprises existantes.

4. Fondement et législation

Le programme de crédits d'impôts au titre de l'aide à l'investissement 2014-2020 est administré par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur l'aide à l'investissement (juillet 2014), législation subsidiaire 463.10 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", mentionnée au paragraphe précédent constitue la base légale nationale de ce programme d'aide.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12252&l=1>

Les conditions et modalités relatives à ce programme d'aide sont conformes au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (J.O. L 187/1 du 26 juin 2014).

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société Malta Enterprise contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le programme de **crédits d'impôts au titre de l'aide à l'investissement 2014-2020** sont disponibles à l'adresse suivante:

https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Guidelines%20version%203.2_1.pdf

5. Forme de la subvention

Il s'agit en principe d'une mesure fiscale, cependant, la Société peut décider d'accorder à titre exceptionnel des dons en espèces pour des projets d'investissement initial contribuant sensiblement au développement de l'économie maltaise.

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles correspondent à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles acquises dans le cadre d'un projet d'investissement initial admissible.

La valeur des dépenses admissibles correspond soit à la valeur des immobilisations admissibles acquises en lien avec un projet d'investissement initial, soit à la valeur des dépenses salariales liées aux emplois directement créés par le projet d'investissement initial. Dans tous les cas, l'ensemble des chiffres utilisés sont entendus avant impôts et charges (sauf si ces impôts et charges sont récupérables).

Immobilisations corporelles admissibles

Aux fins de la mesure de soutien, les "immobilisations corporelles admissibles" désignent les actifs consistant en terrains, bâtiments et usines, machines et équipements. Les actifs requis doivent être nouveaux pour la PME et destinés à l'acquisition d'un établissement. Dans tous les cas, les actifs doivent être utilisés pour la première fois à Malte.

Hormis les usines et équipements devenus obsolètes en raison d'une mutation technologique rapide, les entreprises doivent conserver les immobilisations corporelles pendant au moins cinq (5) ans, ou trois (3) ans dans le cas des PME, après l'achèvement de l'investissement.

Immobilisations incorporelles admissibles

Aux fins de cette incitation, les "immobilisations incorporelles admissibles" désignent des actifs qui n'ont pas d'existence physique comme les droits liés aux brevets, les licences, le savoir-faire et la propriété intellectuelle en général. Les dépenses liées à l'acquisition d'immobilisations incorporelles admissibles ne sont prises en compte que si les actifs sont:

- a. exclusivement utilisés dans l'entreprise bénéficiaire de l'aide;
- b. considérés comme des actifs amortissables;
- c. acquis aux conditions du marché à des tierces parties sans lien avec l'acheteur;
- d. inclus dans les actifs de l'entreprise bénéficiaire de l'aide, et s'ils restent associés au projet au titre duquel l'aide est accordée pendant au moins cinq ans, ou trois ans dans le cas d'une PME.

Immobilisations admissibles lors de l'acquisition des immobilisations d'un établissement

En cas d'acquisition d'actifs appartenant à un établissement qui a fermé ou qui aurait fermé s'il n'avait pas été acquis, les règles suivantes s'appliquent:

- a. seuls les coûts des actifs acquis auprès de tierces parties sans lien avec l'acheteur sont pris en compte. La transaction doit être effectuée aux conditions du marché;
- b. si l'aide a déjà été accordée au titre de l'acquisition d'actifs avant l'achat, le coût de ces actifs est déduit des coûts admissibles en lien avec l'acquisition d'un établissement;
- c. lorsqu'un membre de la famille du propriétaire initial, ou d'un employé, prend le contrôle d'une petite entreprise, la règle selon laquelle les actifs doivent être acquis auprès d'une tierce partie sans lien avec l'acheteur ne s'applique pas;
- d. l'acquisition de parts ne constitue pas un investissement initial et, dès lors, ne constitue pas non plus une dépense admissible.

Calcul de la valeur de l'investissement en fonction des emplois créés

Pour calculer la valeur de l'investissement admissible en fonction de la création d'emplois, il est tenu compte des dépenses salariales admissibles relatives aux nouveaux emplois créés dans les trois (3) années suivant l'achèvement du projet d'investissement. La valeur de l'aide est calculée en fonction du montant estimé des dépenses salariales liées à la création d'emplois suite à l'investissement initial, le calcul se faisant sur une période de deux (2) ans, et le décaissement effectif de l'aide dépend des dépenses réellement induites.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises admissibles sont les petites et moyennes entreprises au sens de l'Annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission, ainsi que les grandes entreprises.

Pour pouvoir bénéficier de cette incitation, une entreprise doit opérer depuis Malte et être constituée dans l'Union européenne sous forme de société en nom collectif, en commandite ou de société à responsabilité limitée, de coopérative, d'entreprise familiale ou de structure de même nature.

Projets admissibles

L'admissibilité des projets d'investissement initiaux sera examinée si:

- ❖ L'investissement est lié au développement d'une activité économique admissible.

- ❖ L'activité économique admissible sous-jacente doit être poursuivie pendant une période d'au moins cinq (5) ans, ou trois (3) ans si le bénéficiaire est une PME, après l'achèvement de l'investissement.
- ❖ Le bénéficiaire fournit une contribution financière d'au moins 25% des coûts admissibles, soit sur ses fonds propres soit au moyen d'un financement extérieur, sous une forme sans aucune aide publique.
- ❖ Le demandeur confirme qu'il n'a procédé à aucune relocalisation de l'établissement dans lequel l'investissement initial au titre duquel l'aide est demandée doit avoir lieu, dans les deux (2) années avant l'application de l'aide, et s'engage à ne pas le relocaliser pendant une période de deux ans après l'achèvement de l'investissement au titre duquel l'aide est demandée.

Projets d'investissement initiaux admissibles pour les PME

Les crédits d'impôts au titre de l'aide à l'investissement sont accordés aux PME au titre d'un "investissement initial", à savoir:

- ❖ Un investissement dans des immobilisations corporelles et incorporelles ayant pour effet:
 - la création d'un nouvel établissement;
 - l'extension de la capacité d'un établissement existant;
 - une modification en profondeur de l'ensemble du processus de production d'un établissement existant;
 - une diversification de la production d'un établissement en direction de produits qu'il ne fabriquait pas encore; ou
- ❖ l'acquisition d'actifs appartenant à un établissement qui a fermé ou qui aurait fermé s'il n'avait pas été acquis et qui est acheté par un investisseur sans lien avec le vendeur (hormis les acquisitions se limitant à des parts d'une société).

Projets d'investissement initial admissibles pour les grandes entreprises

Les crédits d'impôts au titre de l'aide à l'investissement seront accordés à des entreprises en lien avec des "investissements initiaux en faveur d'une ou de plusieurs activités économiques nouvelles" dès lors que l'activité n'est pas identique ou similaire à l'activité exercée jusque-là dans l'établissement (c'est-à-dire une activité relevant de la même classe (code numérique à quatre chiffres) de la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév.2 telle qu'elle figure dans le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév.2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques).

Un "investissement initial en faveur d'une ou plusieurs activités économiques nouvelles" désigne:

- a. un investissement dans des actifs corporels ou incorporels liés à la création d'un nouvel établissement, ou à la diversification de l'activité d'un établissement, à la condition que la nouvelle activité ne soit pas identique ou similaire à l'activité exercée jusque-là par l'établissement; ou
- b. l'acquisition d'actifs appartenant à un établissement qui a fermé ou qui aurait fermé s'il n'avait pas été acquis, et qui est acheté par un investisseur sans lien avec le vendeur, à la condition que la nouvelle activité devant être exercée en utilisant les actifs acquis ne soit ni identique ni similaire à l'activité exercée dans l'établissement avant l'acquisition. Toutefois, l'acquisition limitée à des parts de la société est exclue du champ de cette disposition.

Intensité de l'aide applicable¹**A) Intensité de l'aide applicable pour les projets dont la date de début des travaux est comprise entre le 1^{er} juillet 2014 et le 31 décembre 2017**

Le montant total de l'aide à l'investissement pouvant être accordé conformément à la réglementation pour un projet d'investissement donné ne peut en aucun cas être supérieur à:

- a. 35% des dépenses admissibles pour une entreprise répondant à la définition d'une petite entreprise;
- b. 25% des dépenses admissibles pour une entreprise répondant à la définition d'une entreprise moyenne;
- c. 15% des dépenses admissibles pour une entreprise répondant à la définition d'une grande entreprise;
- d. s'agissant des hôtels, 15% des dépenses admissibles.

B) Intensité de l'aide applicable pour les projets dont la date de début des travaux est comprise entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2020

Le montant total de l'aide à l'investissement pouvant être accordé conformément à la réglementation pour un projet d'investissement donné ne peut en aucun cas être supérieur à:

- a. 30% des dépenses admissibles pour une entreprise répondant à la définition d'une petite entreprise;
- b. 20% des dépenses admissibles pour une entreprise répondant à la définition d'une entreprise moyenne;
- c. 10% des dépenses admissibles pour une entreprise répondant à la définition d'une grande entreprise;
- d. s'agissant des hôtels, 10% des dépenses admissibles dans le cas des grandes entreprises et 15% dans le cas des petites et moyennes entreprises.

C) Grands projets d'investissement

Dans le cas des "grands projets d'investissement" nécessitant un investissement initial, comme précédemment décrit, et dont les coûts admissibles dépassent 50 millions d'euros, l'intensité d'aide maximale est ajustée selon la formule suivante:

$$\text{montant maximal de l'aide} = R \times (5 + 0,50 \times B + 0 \times C)$$

où: R est l'intensité maximale de l'aide applicable au secteur concerné établie dans une carte des aides régionales approuvées et en vigueur à la date d'octroi de l'aide, à l'exclusion de l'intensité de l'aide accrue en faveur des PME; B est la partie des coûts admissibles comprise entre 50 et 100 millions d'euros; C est la partie des coûts admissibles supérieure à 100 millions d'euros.

Tout investissement initial réalisé par un même bénéficiaire (au niveau du groupe) dans les trois (3) ans suivant la date de début des travaux pour un autre investissement subventionné sera considéré comme faisant partie d'un même projet d'investissement.

7. Montant de la subvention

2017 – dons en espèces:	7 085 308,00 euros	crédits d'impôt:	6 425 418,00 euros.
2018 – dons en espèces:	1 225 000,00 euros	crédits d'impôt:	7 262 717,00 euros.

¹ Aux fins du calcul de l'intensité de l'aide et des coûts admissibles, tous les chiffres sont avant impôts ou autres prélèvements.

La correspondance des valeurs figurant dans le présent rapport et les incitations fiscales utilisées par les entreprises est la suivante:

2017: les valeurs se rapportent à l'année d'imposition 2017 (exercice 2016).

2018: les valeurs se rapportent à l'année d'imposition 2018 (exercice 2017).

La Société n'est pas encore en mesure d'indiquer les valeurs de l'aide applicable aux incitations fiscales pour l'année 2018. Ces renseignements seront indiqués dans la prochaine notification adressée à l'OMC étant donné que les états financiers audités pour l'exercice 2018 ne sont pas encore disponibles.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2020.

Modification des règles concernant les "grands projets d'investissement":

(à compter d'avril 2018)

S'agissant des "grands projets d'investissement", à savoir les projets d'investissement initial dont la valeur des coûts admissibles dépasse 50 millions d'euros, le montant maximum de l'aide applicable autorisée est ajusté selon la formule suivante:

Montant maximum de l'aide = $R \times (A + 0,50 \times B + 0 \times C)$.

Où:

R correspond à l'intensité de l'aide applicable maximale dans le domaine concerné, établi sur une carte régionale approuvée et en vigueur à la date à laquelle l'aide est accordée, à l'exclusion de l'intensité de l'aide augmentée pour les PME;

A correspond au montant initial de 50 millions d'euros des coûts admissibles;

B correspond à la part admissible des coûts comprise entre 50 millions et 100 millions d'euros; et

C correspond à la part admissible des coûts au-delà de 100 millions d'euros.

Tout investissement initial lancé par la même entreprise (au niveau du groupe) dans les trois (3) années suivant la date de "début des travaux" ou tout autre investissement aidé dans la même région de niveau 3 de la Nomenclature des unités territoriales statistiques seront considérés comme faisant partie d'un seul et même projet d'investissement. Lorsque ce projet d'investissement unique est un grand projet, le montant total de l'aide accordée au titre du projet d'investissement unique ne doit pas dépasser le montant ajusté de l'aide accordée aux grands projets d'investissement.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

3 BUSINESS START (B. START)

1. Titre de la subvention

Business START (aussi appelé B. Start).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Avec le programme *Business START*, la Société offre une aide aux petites jeunes entreprises. Cette mesure de soutien est destinée à aider les petites jeunes entreprises ayant un concept commercial viable et se trouvant aux premiers stades de leur développement. Faire en sorte que les petites jeunes entreprises viables aient accès à une aide adaptée est essentiel aux fins d'une économie durable. À cet égard, la Société est mobilisée pour créer les conditions d'une croissance durable solide en veillant à ce que les petites jeunes entreprises dans la région de Malte soient aidées de sorte qu'elles soient compétitives, dynamiques et capables de s'internationaliser et de participer à des marchés efficaces.

Les avantages attendus de ce programme sont liés à la facilitation de l'accès au financement pour les petites jeunes entreprises en train d'établir et/ou de consolider des activités commerciales jugées économiquement viables et innovantes. Différentes études ont montré que l'accès au financement favorise la croissance des entreprises par l'octroi de crédits aux nouvelles entreprises comme aux entreprises existantes. Ce financement profite généralement aussi bien aux bénéficiaires qu'en contrepartie à la société, en accélérant la croissance économique, en renforçant la concurrence ainsi qu'en stimulant l'emploi.

Aux fins de cette mesure de soutien, on entend par "petite jeune entreprise" une petite entreprise non cotée ayant été établie il y a moins de cinq (5) ans, n'ayant pas encore distribué de bénéfices et ne résultant pas d'une fusion.

Dans le cas des entreprises admissibles non tenues d'être enregistrées, la période d'admissibilité de cinq (5) ans débute au moment où l'entreprise devient soumise à l'impôt sur le revenu provenant de ses activités économiques.

Les principaux facteurs déterminant l'appartenance d'une entreprise à la catégorie des petites entreprises sont les suivants:

- 1) le nombre d'employés est inférieur à cinquante (50) équivalents temps plein (ETP);
- 2) le chiffre d'affaires ou le bilan financier ne dépasse pas 10 millions d'euros.

Date de création (date de début)

La date de création d'une entreprise est déterminée comme suit:

S'agissant des sociétés à responsabilité limitée, la date de création correspond à la date d'enregistrement auprès de l'autorité maltaise des services financiers (MFSA) dès lors que l'entreprise n'a pas opéré sous une autre forme avant son enregistrement auprès de la MFSA. Les comptes vérifiés de l'entreprise serviront à déterminer si l'entreprise a effectivement distribué des bénéfices.

En ce qui concerne les entrepreneurs individuels, la date de création correspond à la date à laquelle la personne s'est enregistrée auprès de Jobsplus.

- i. En ce qui concerne les sociétés enregistrées, la date de création correspond à la date à laquelle les parties ont, au sein des sociétés concernées, signé un accord dûment enregistré dans le Registre des sociétés.
- ii. S'agissant des sociétés non enregistrées, c'est la première date d'enregistrement en tant qu'entrepreneur individuel d'une personne impliquée, ou de création de toute entité impliquée conformément à la réglementation applicable. Les accords de partenariat non enregistrés doivent être notariés.
- iii. En ce qui concerne les coopératives, la date de création correspond à la date d'enregistrement pour évaluation de la coopérative auprès du Conseil des coopératives.

Dans le cas des entreprises admissibles non tenues d'être enregistrées, la période d'admissibilité de cinq (5) ans débute au moment où l'entreprise devient soumise à l'impôt sur le revenu provenant de ses activités économiques.

4. Fondement et législation

Le programme *Business START* est administré par la société Malta Enterprise.

Les lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide sont établies et publiées conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

La Société peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

La règle 12 du Règlement sur l'aide aux petites et moyennes entreprises, législation subsidiaire 463.03 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte) constitue la base légale nationale de ce programme d'aide.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11608&l=1>

Les conditions et modalités relatives à cette mesure d'aide sont conformes au *Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité* (Règlement d'exemption par catégorie).

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le programme **Business START (B. Start)** d'aide à l'investissement sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Business%20Start%20cent28B%20Start%20pour%20cent29%20Version%206%20FINAL_0.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Business%20Start%20cent28B%20Start%20pour%20cent29%20Version%206%20FINAL_0.pdf)

5. Forme de la subvention

Les bénéficiaires reçoivent une aide sous la forme d'un don en espèces pouvant aller jusqu'à 25 000 euros et doivent être une entreprise économique établie dans l'Union européenne et dont la base opérationnelle se trouve à Malte. Un candidat a sa base opérationnelle à Malte dès lors qu'il détient, loue ou a obtenu d'une tierce partie le droit d'utiliser des locaux adéquats à partir desquels il peut conduire une activité économique admissible dans la région de Malte, qu'il emploie au moins une personne basée à Malte et qu'il est assujéti à l'impôt sur le revenu à Malte.

Les bénéficiaires doivent exercer leurs activités commerciales principales dans l'un (1) des secteurs suivants:

- ❖ fabrication;
- ❖ distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation;
- ❖ distribution d'eau, réseau d'assainissement, gestion des déchets et remise en état;
- ❖ transport et entreposage;
- ❖ information et communication;
- ❖ activités spécialisées, scientifiques et techniques;
- ❖ services administratifs et services d'appui;
- ❖ services de santé humaine et services sociaux;

- ❖ arts, spectacles et activités récréatives;
- ❖ autres services.

Innovation:

Pour en bénéficier, le demandeur doit:

- a. proposer des produits et/ou des services pouvant être commercialisés et distribués à l'international; et
- b. offrir des produits et/ou des services qui sont nouveaux ou représentent une amélioration sensible par rapport à l'état de la technique dans l'industrie locale.

Connaissances:

Les activités de la jeune entreprise doivent être liées aux connaissances du ou des principaux promoteurs. Les principales personnes engagées dans la jeune entreprise doivent posséder une formation universitaire et/ou une expérience pratique dans le secteur concerné.

Autres dispositions:

Ne peuvent bénéficier de cette incitation les petites jeunes entreprises contrôlées par:

- a. des propriétaires d'entreprises existantes ou d'autres entreprises exerçant dans le même secteur ou des secteurs connexes ou disposant d'intérêts supérieurs à 25% dans d'autres entreprises présentes dans le même secteur ou des secteurs connexes;
- b. des propriétaires d'entreprises exerçant dans le même secteur ou des secteurs connexes ayant fermé dans les douze (12) mois précédant leur date de création.

Les jeunes entreprises admissibles peuvent bénéficier d'un don d'un montant maximal de 25 000 euros sur une période de douze (12) mois.

Un premier versement d'un montant maximal de 10 000 euros est effectué une fois le projet approuvé. Le versement initial n'est effectué que lorsque le demandeur a enregistré au moins un (1) employé. Les versements suivants sont effectués tous les trois mois après examen et approbation par la Société des progrès accomplis et de leur conformité au plan de développement ayant été approuvé ou ajusté pour l'adapter aux besoins du marché. La subvention versée à la fin de chaque période trimestrielle correspond au produit de 1 500 euros par le nombre d'employés à temps plein recrutés par le bénéficiaire au moins un (1) mois complet avant la fin du trimestre à l'examen. Le montant total du versement ne dépasse pas 10 000 euros par période trimestrielle.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Pour bénéficier de l'aide fournie au titre du programme *B.Start*, les petites jeunes entreprises doivent répondre aux critères suivants:

- a. être une entreprise opérant à partir de Malte et être constituée dans l'Union européenne en nom collectif, en commandite ou sous forme de société à responsabilité limitée; ou
- b. être enregistrée en tant qu'auto-employeur dans Jobsplus; ou
- c. avoir conclu un partenariat enregistré auprès de l'autorité maltaise des services financiers. Si le partenariat n'est pas enregistré, l'accord doit être notarié; ou
- d. être enregistrée en tant que coopérative au titre de la Loi sur les sociétés coopératives (chapitre 442 du Recueil des lois de Malte).

7. Montant de la subvention

2017 – 500 000,00 euros.

2018 – 375 000,00 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} juin 2015 au 31 décembre 2020.

Modifications apportées à la définition d'une petite jeune entreprise (à compter de janvier 2018)

Aux fins de cette mesure de soutien, on entend par "petite jeune entreprise" une petite entreprise non cotée ayant été établie depuis moins de cinq (5) ans et remplissant chacune des conditions suivantes:

- a. elle n'a pas repris l'activité d'une autre entreprise;
- b. elle n'a pas encore distribué de bénéfices;
- c. elle ne résulte pas d'une fusion. Les entreprises constituées suite à une fusion entre des entreprises pouvant chacune bénéficier de l'aide sont également jugées admissibles dans les cinq (5) années qui suivent la date d'immatriculation de la plus ancienne des entreprises impliquées dans la fusion.

Les principaux facteurs déterminant l'appartenance d'une entreprise à la catégorie des petites entreprises sont les suivants:

- ❖ le nombre d'employés est inférieur à cinquante (50) équivalents temps plein (ETP); et
- ❖ le chiffre d'affaires ou le bilan financier ne dépasse pas 10 millions d'euros.

En ce qui concerne les entreprises devant être enregistrées (comme les sociétés à responsabilité limitée), on entend par date de création la date d'enregistrement auprès de l'autorité compétente. Dans le cas des entreprises non tenues d'être enregistrées, la période d'admissibilité de cinq (5) ans débute au moment où l'entreprise devient assujettie à l'impôt sur le revenu provenant de ses activités économiques.

Conformément à ce qui précède, les règles suivantes s'appliquent:

- a. s'agissant des sociétés à responsabilité limitée, la date de création correspond à la date d'enregistrement dans l'Union européenne en tant que société en nom collectif ou en commandite, ou en société à responsabilité limitée ou de nature similaire;
- b. dans le cas d'une entreprise individuelle, la date de création correspond à la date à laquelle l'entrepreneur s'est enregistré auprès de Jobsplus en tant qu'entrepreneur individuel;
- c. dans le cas de sociétés enregistrées, la date de création correspond à la date de signature d'un accord entre les parties au sein des sociétés concernées et dûment enregistré dans l'Union européenne;
- d. dans le cas de sociétés non enregistrées, c'est la première date d'enregistrement en tant qu'entrepreneur individuel d'une personne impliquée ou de création de toute entité impliquée conformément à la réglementation applicable. Les accords de partenariat non enregistrés doivent être notariés;
- e. dans le cas des coopératives, la date de création correspond à la date d'enregistrement pour évaluation de la coopérative auprès du Conseil des coopératives;

- f. lorsqu'une entreprise a un partenariat ou un lien avec d'autres entreprises, la date de création correspond à la première date de création de l'une des sociétés concernées.

Autres activités commerciales admissibles (à compter de janvier 2018)

- ❖ Industries extractives
- ❖ Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles
- ❖ Services d'hébergement et d'alimentation
- ❖ Services financiers et assurances
- ❖ Services immobiliers
- ❖ Éducation

Règles actualisées sur les versements suivants (à compter de janvier 2018)

Les versements suivants sont effectués tous les trois mois après examen et approbation par la Société des progrès accomplis et de leur conformité au plan de développement ayant été approuvé ou ajusté pour l'adapter aux besoins du marché. La subvention versée à la fin de chaque période trimestrielle correspond au produit de 1 500 euros par le nombre d'employés à temps plein recrutés par le bénéficiaire au moins un (1) mois complet avant la fin du trimestre à l'examen.

Si le bénéficiaire est une femme qui est activement impliquée dans le développement de l'entreprise et qui en détient au moins 50% des parts, la subvention versée en fin de période trimestrielle correspond au produit de 2 000 euros par le nombre d'employés à temps plein recrutés par le bénéficiaire au moins un (1) mois complet avant la fin du trimestre à l'examen.

La Société peut approuver le versement au bénéficiaire d'un montant pouvant aller jusqu'à 1 000 euros par trimestre si, lors de l'examen trimestriel, le bénéficiaire n'emploie pas de salarié à temps plein. Cet avantage est soumis aux conditions précisées dans l'approbation de l'aide par la Société.

Le montant total du versement ne dépasse pas 10 000 euros par période trimestrielle.

Cette aide n'est accordée que si:

- a. le bénéficiaire est classé dans la catégorie des petites jeunes entreprises au début du trimestre à l'examen;
- b. le bénéficiaire exerce ou se prépare à exercer l'activité admissible telle qu'approuvée par la Société.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

4 CERTIFY (CRÉDITS D'IMPÔTS) 2017-2018

1. Titre de la subvention

Certify (Crédits d'impôts).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Le programme Certify (Crédits d'impôts) est une mesure fiscale visant à encourager les entreprises admissibles à constamment améliorer la qualité de leurs produits, services et processus par l'obtention de certifications et labels de qualité reconnus par l'industrie. Cette incitation vise à

sensibiliser à la valeur ajoutée pouvant être apportée par la certification dans le cadre de la concurrence sur les marchés internationaux.

4. Fondement et législation

Le programme Certify (Crédits d'impôts) est administré par la société Malta Enterprise.

Les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide sont établies et publiées conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte)

La Société peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale nationale de ce programme d'aide.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Les conditions et modalités relatives à cette mesure de soutien sont conformes au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* (le Règlement *de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil maximal global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, pour lesquels des seuils et des critères différents s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend aussi toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

Ce seuil maximal inclut toutes les aides d'État accordées au titre de ce programme d'aide et toute autre aide d'État accordée en vertu de la règle *de minimis*, y compris celle provenant de toute entité autre que la société Malta Enterprise. Toute aide *de minimis* reçue en sus du seuil établi devra être recouvrée, avec des intérêts, auprès de l'entreprise ayant reçu l'aide.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le programme **Certify (Crédits d'impôts)** sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Certify%20Incentive%20Guidelines%20Version%202.0%20pour%20cent2831.05.2017%20pour%20cent29.0.pdf>

5. Forme de la subvention

Crédits d'impôts accordés aux entreprises individuelles obtenant des certifications admissibles auprès d'un organisme de certification.

Dépenses admissibles

Les coûts admissibles doivent être engagés et versés à une date ultérieure au lancement de l'incitation et antérieure à la présentation du formulaire de demande à la Société.

A) Coûts des services de conseil:

Les services de conseil conduisant à l'obtention de certifications admissibles sont jugés admissibles. Le plafond établi par la Société est définitif.

B) Coûts de certification:

Coûts liés au recours à un organe de certification s'il est nécessaire pour que l'entreprise obtienne la certification. Ces coûts englobent les audits initiaux ainsi que les services de vérification des procédures et de contrôle.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Toute entreprise satisfaisant, au moment de la demande, aux critères énoncés dans les Lignes directrices officielles.

Les certifications sont nécessaires pour:

- a. améliorer les processus, produits et services de l'entreprise; ou
- b. parvenir à une croissance sur les marchés internationaux.

La Société peut fixer un plafond du crédit d'impôt en fonction de la taille de l'entreprise pour une certification admissible. Ce plafond peut être établi au moyen d'études de marché ou d'un examen des demandes précédentes reçues pour cette même certification.

Intensité de l'aide applicable

L'intensité maximale de l'aide est plafonnée comme suit:

Coûts admissibles	%
Services de conseil	50
Certification	75

7. Montant de la subvention

2017 – 113 662,00 euros.

2018 – Néant.

8. Durée de la subvention

Jusqu'au 31 décembre 2017.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

5 CERTIFY (CRÉDITS D'IMPÔTS) 2018-20201. Titre de la subvention

Certify (Crédits d'impôts) 2018-2020.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Le principal objectif de cette mesure de soutien consiste à sensibiliser les acteurs économiques aux normes de l'industrie et à contribuer à en faire connaître l'importance afin d'aider les entreprises à relever les défis liés à l'activité économique d'aujourd'hui.

Cette aide encouragera les entreprises à constamment améliorer la qualité de leurs produits, services et processus par l'obtention de certifications et labels de qualité reconnus par l'industrie.

4. Fondement et législation

Le programme Certify (Crédits d'impôts) 2018-2020 est administré par la société Malta Enterprise.

Les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide sont établies et publiées conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

La Société peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise"

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale nationale de ce programme d'aide.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Les conditions et modalités relatives à cette mesure de soutien sont conformes au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* (le Règlement *de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil maximal global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, pour lesquels des seuils et des critères différents s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend aussi toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

Ce seuil maximal inclut toutes les aides d'État accordées au titre de ce programme d'aide et toute autre aide d'État accordée en vertu de la règle *de minimis*, y compris celle provenant de toute entité autre que la société Malta Enterprise. Toute aide *de minimis* reçue en sus du seuil établi devra être recouvrée, avec des intérêts, auprès de l'entreprise ayant reçu l'aide.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le programme **Certify (Crédits d'impôts)** sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Certify%20IG%20version%201.pdf>

5. Forme de la subvention

Crédit d'impôt d'un montant pour aller jusqu'à 25 000 euros par certification.

Dépenses admissibles

Les coûts admissibles doivent être engagés et versés à une date ultérieure au lancement de l'incitation et antérieure à la présentation du formulaire de demande à la Société.

A) Coûts des services de conseil:

Les services de conseil conduisant à l'obtention de certifications admissibles sont jugés admissibles. Le plafond établi par la Société est définitif.

B) Coûts de certification:

Coûts liés au recours à un **organe de certification** s'il est nécessaire pour que l'entreprise obtienne la certification. Ces coûts englobent les audits initiaux ainsi que les services de vérification des procédures et de contrôle.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Toute entreprise satisfaisant, au moment de la demande, aux critères énoncés dans les Lignes directrices officielles.

Intensité de l'aide applicable

L'intensité maximale de l'aide est plafonnée comme suit:

Coûts admissibles	%
Services de conseil	50
Certification	75

Le montant total de l'aide pouvant être accordée à une même entreprise au titre de cette mesure est plafonné à 25 000 euros par certification.

Les coûts des services de conseil sont plafonnés à 2 500 euros par certification.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 6 150,00.

8. Durée de la subvention

Du 16 avril 2018 au 30 novembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

6 PRÊTS À DES CONDITIONS DE FAVEUR

1. Titre de la subvention

Prêts à des conditions de faveur.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Fournir une aide sous forme de prêts à des taux d'intérêt peu élevés destinée à financer partiellement les investissements dans des dépenses admissibles.

Cette aide vise à renforcer la compétitivité par:

- l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles destinées à accroître l'efficacité et l'efficience de la production et de la fourniture de services;
- l'innovation;
- les économies d'énergie et d'eau.

L'aide favorise également l'investissement dans:

- la recherche-développement;
- les installations et machines d'abord utilisées à Malte.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Corporation.

La base légale de cette aide est la règle 8 du Règlement sur la promotion des entreprises, législation subsidiaire 325.06 de la Loi sur la promotion des entreprises (chapitre 325 du Recueil des lois de Malte):

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=9791&l=1>

La réglementation pour les **prêts à des conditions de faveur** est disponible à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/support/soft-loans>

5. Forme de la subvention

Les entreprises admissibles peuvent bénéficier de prêts à faible taux d'intérêt couvrant jusqu'à 75% des dépenses admissibles engagées.

Les dépenses admissibles désignent les dépenses d'équipement liés à l'achat, au développement ou à la construction d'immobilisations corporelles consistant en:

- a. terrains, structures et bâtiments industriels (y compris les entrepôts et bureaux mais à l'exception des salles d'exposition) au sein d'une structure ou d'un bâtiment industriel;
- b. installations et machines, y compris le matériel informatique, le mobilier et les accessoires de bureau ou les véhicules commerciaux dont la Société a certifié qu'ils étaient indispensables à la mise en œuvre du projet d'investissement admissible;
- c. l'acquisition ou le développement d'une technologie ou d'un savoir-faire, qu'ils soient brevetés ou non.

Le prêt doit être garanti par une hypothèque générale sur les actifs de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que par toute autre garantie requise par la Société.

La Société peut également accepter que son prêt fasse l'objet d'une garantie bancaire ou de toute autre garantie de nature similaire en lieu et place ou en plus d'une hypothèque générale.

Le remboursement du prêt et le paiement des intérêts y afférents doivent être effectués dans des délais et selon des versements approuvés par la Société. Ces délais ne dépasseront en aucun cas dix ans à compter de la date à laquelle la première tranche du prêt a été versée à l'entreprise.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises admissibles peuvent bénéficier de prêts à faible taux d'intérêt couvrant jusqu'à 75% des dépenses admissibles engagées.

7. Montant de la subvention

2017 – 883 900 euros.

2018 – 135 905 euros.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

7 BONIFICATIONS DES TAUX D'INTÉRÊT

1. Titre de la subvention

Bonifications des taux d'intérêt.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Une entreprise admissible peut bénéficier de cette mesure de soutien sous la forme de taux d'intérêt bonifiés à payer sur les emprunts qu'elle souscrit en vue d'acquérir des actifs supplémentaires destinés à être utilisés aux fins de ses activités commerciales à condition que la dépense liée à ces actifs constitue une dépense admissible.

Les dépenses admissibles désignent les dépenses d'équipement liés à l'achat, au développement ou à la construction d'immobilisations corporelles consistant en:

- a. terrains, structures et bâtiments industriels (y compris les entrepôts et bureaux mais à l'exception des salles d'exposition) au sein d'une structure ou d'un bâtiment industriel;
- b. installations et machines, y compris le matériel informatique, le mobilier et les accessoires de bureau ou les véhicules commerciaux dont la Société a certifié qu'ils étaient indispensables à la mise en œuvre du projet d'investissement admissible;
- c. l'acquisition ou le développement d'une technologie ou d'un savoir-faire, qu'ils soient brevetés ou non.

La subvention accordée porte sur les emprunts souscrits en vue de financer des dépenses admissibles au titre desquelles un prêt à des conditions de faveur n'a pas été accordé.

Les prêts admissibles au titre de cette mesure d'incitation doivent être accordés par des banques ou par d'autres institutions financières agréées.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Corporation.

La base légale de cette aide est la règle 9 du Règlement sur la promotion des entreprises, législation subsidiaire 325.06 de la Loi sur la promotion des entreprises (chapitre 325 du Recueil des lois de Malte):

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=9791&l=1>

La réglementation pour les **bonifications des taux d'intérêt** est disponible à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/support/interest-rate-subsidies>

5. Forme de la subvention

Bonifications des taux d'intérêts applicables à un prêt.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cette incitation vise à soutenir les nouveaux projets d'investissement d'entreprises exerçant dans le secteur manufacturier.

Cette incitation prend la forme d'une bonification des taux d'intérêt de 1%, 2% ou 3%. Cette bonification d'intérêt peut être accordée sur les intérêts à payer à un établissement bancaire pendant les cinq premières années de la durée du prêt contracté en vue de financer les investissements dans les installations et le matériel.

7. Montant de la subvention

2017 – 14 985 euros.

2018 – 121 338 euros.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

8 GARANTIES DE PRÊTS

1. Titre de la subvention

Garanties de prêts.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Faciliter l'accès au financement pour aider les entreprises dans l'acquisition d'actifs immobilisés destinés à accroître l'efficacité et l'efficience de la production et de la fourniture de services.

Cette mesure d'aide encourage les dépenses d'équipement en accordant des garanties pouvant couvrir jusqu'à 75% du montant des emprunts contractés par des entreprises remplissant les conditions requises pour financer l'acquisition d'actifs.

L'aide encourage également l'investissement dans:

- la recherche-développement;
- l'innovation;
- les installations et machines d'abord utilisées à Malte.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Corporation.

La base légale de cette aide est la règle 10 du Règlement sur la promotion des entreprises, législation subsidiaire 325.06 de la Loi sur la promotion des entreprises (chapitre 325 du Recueil des lois de Malte).

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=9791&l=1>

La réglementation pour les **garanties de prêts** est disponible à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/support/loan-guarantees>

5. Forme de la subvention

Garantie de prêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Une entreprise admissible peut bénéficier de cette mesure de soutien sous la forme de taux d'intérêt bonifiés à payer sur les emprunts qu'elle souscrit en vue d'acquérir des actifs supplémentaires destinés à être utilisés aux fins de ses activités commerciales à condition que la dépense liée à ces actifs constitue une dépense admissible.

Les dépenses admissibles désignent les dépenses d'équipement liés à l'achat, au développement ou à la construction d'immobilisations corporelles consistant en:

- a. terrains, structures et bâtiments industriels (y compris les entrepôts et bureaux mais à l'exception des salles d'exposition) au sein d'une structure ou d'un bâtiment industriel;
- b. installations et machines, y compris le matériel informatique, le mobilier et les accessoires de bureau ou les véhicules commerciaux dont la Société a certifié qu'ils étaient indispensables à la mise en œuvre du projet d'investissement admissible;
- c. l'acquisition ou le développement d'une technologie ou d'un savoir-faire, qu'ils soient brevetés ou non.

La garantie de prêt ne dépasse pas 75% des dépenses admissibles au titre desquelles l'emprunt a été contracté.

La Société conserve des crédits d'investissement suffisants pour couvrir le montant maximal – en capital et en intérêts – qu'elle est susceptible de payer à tout moment en tant que garant. Cela vaut pour toutes les garanties de prêts accordées par la Société.

Bien qu'elle fasse office de garant, la Société conserve tous ses droits de subrogation dans les droits du créancier dès lors qu'elle effectue un versement au titre de la garantie.

La Société n'accorde de garanties qu'aux banques et à d'autres institutions financières agréées.

7. Montant de la subvention

2017 – 3 334 346 euros.

2018 – 135 600 euros.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

9 PROGRAMME DE PROMOTION DU COMMERCE

1. Titre de la subvention

Programme de promotion du commerce.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Les marchés internationaux présentent différentes possibilités pour les entreprises tournées vers l'avenir. Celles qui souhaitent renforcer leurs capacités pour exercer sur différents marchés sont généralement plus innovantes dans leurs offres et processus relatifs aux produits et services. Cette mesure d'incitation vise à aider les entreprises qui souhaitent conquérir de nouveaux marchés ou lancer un nouveau service ou produit sur un marché international existant.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

Les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide sont établies et publiées conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

La Société peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte), constitue la base légale de cette incitation.

La Société peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces Lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au Programme de promotion du commerce sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les

entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **programme de promotion du commerce** sont disponibles à l'adresse suivante:

[https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Version%202%20pour%20cent2831.05.2017 pour cent29.pdf](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Version%202%20pour%20cent2831.05.2017%20pour%20cent29.pdf)

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cette incitation s'adresse aux entreprises qui ont pour objectif d'intensifier leurs activités d'internationalisation. Les différentes actions pouvant faire l'objet de cette aide sont définies dans des Listes séparées qui peuvent être disponibles pour certaines activités commerciales particulières.

Le demandeur doit être:

- a. une entreprise exerçant à Malte et constituée dans l'Union européenne sous la forme d'une société en nom collectif, en commandite ou d'une société à responsabilité limitée; ou
- b. enregistré en tant qu'entrepreneur individuel auprès de Jobsplus; ou
- c. enregistré en tant que coopérative au titre de la Loi sur les sociétés coopératives (chapitre 442 du Recueil des lois de Malte).

Aide maximale et intensité de l'aide applicable

La Société peut rembourser jusqu'à un maximum de 50% des coûts admissibles. Les indemnités journalières sont remboursées jusqu'à 50% du taux public officiel.

La Société, en collaboration avec Trade Malta, peut établir des intensités d'aide moins élevées par activité économique et exclure spécifiquement certaines activités de l'aide accordée au titre de cette mesure. Ce plafonnement est fondé sur l'activité NACE de l'entreprise et est publié sur le site Web Malta Enterprise.

7. Montant de la subvention

2017 – 981 712,08 euros.

2018 – Néant.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} novembre 2016 au 2 avril 2018.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

10 PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE CONTINUITÉ DES ENTREPRISES

1. Titre de la subvention

Programme de développement et de continuité des entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Faciliter les projets à valeur ajoutée destinés à contribuer au développement régional de Malte et à aider les entreprises existantes à maintenir leurs activités pendant la restructuration. Le programme peut soutenir différentes activités, comme la phase initiale d'établissement d'une base opérationnelle à Malte par des entreprises, les projets d'expansion, la consolidation des activités et la réorganisation des activités. Les initiatives soutenues doivent aboutir au développement de nouvelles entreprises ou assurer la continuité des activités en cours.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces Lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au Programme de développement et de continuité des entreprises sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le Règlement de minimis).

Le montant total de l'aide de minimis accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de développement et de continuité des entreprises** sont disponibles à l'adresse suivante:

"<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Version%203%20pour%20cent2801.04.2017%20pour%20cent29.pdf>"

5. Forme de la subvention

Une aide d'un montant maximal de 200 000 euros est accordée au titre de cette mesure de soutien, sous la forme d'un crédit d'impôt ou d'un don en espèces.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La Société examine toutes les propositions mais accorde la priorité aux domaines suivants:

- a. activités manufacturières;
- b. fournisseurs de services industriels;
- c. entreprises créatives;
- d. concepteurs de médias numériques; et
- e. activités liées aux sciences de la vie.

Le montant accordé au cours d'un exercice ne peut être supérieur aux coûts salariaux encourus par une même entreprise au cours de cet exercice.²

La Société peut accorder une aide au titre de cette incitation sous la forme:

- i. d'une aide équivalente ou inférieure à une hausse du capital social libéré investi dans le bénéficiaire qui intervient après l'approbation de l'aide par la Société.
et/ou
- ii. d'un remboursement des dépenses admissibles ci-dessous et telles que mentionnées dans la section 4.5 des Lignes directrices sur les incitations:
 - a. frais de réinstallation du personnel clé;
 - b. frais de détachement temporaire du personnel;
 - c. frais de transfert de matériel;
 - d. dépenses de fonctionnement couvrant les douze (12) mois;
 - e. services directement liés aux activités commerciales;
 - f. dépenses salariales.

² Ce Règlement ne s'appliquera pas aux entreprises enregistrées à Malte depuis moins de cinq (5) ans.

Les demandeurs bénéficiant d'une aide pour le détachement temporaire de personnel ne peuvent prétendre à bénéficier d'une aide pour les frais de réinstallation de ce même personnel.

Une fois qu'un projet est approuvé, la Société délivrera une lettre d'approbation ou un certificat d'admissibilité à la mesure d'incitation conformément à la partie VI de la Loi sur la société "Malta Enterprise", chapitre 463 du Recueil des lois de Malte.

7. Montant de la subvention

2017 – 3 091 465 euros.

2018 – 3 312 908 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} mai 2016 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

11 PROGRAMME DE SERVICES DE CONSEIL AUX ENTREPRISES

1. Titre de la subvention

Programme de services de conseil aux entreprises (Aide au recrutement de conseillers).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Fournir des conseils commerciaux adaptés aux entreprises par des conseillers choisis par la Malta Enterprise. Chaque service de conseil portera sur différents aspects, essentiels au développement et à la croissance complets de l'entreprise.

Les conseils fournis devraient permettre aux propriétaires et gestionnaires d'entreprises de maintenir la compétitivité et de développer de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités de croissance commerciale. Les connaissances acquises devraient aider les responsables des entreprises soutenues à évaluer des projets et à se lancer dans des projets de développement commercial.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au Programme de services de conseil aux entreprises sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de services de conseil aux entreprises (Aide au recrutement de conseillers)** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Business%20Advisory%20Incentive%20Guidelines%20pour cent28April%202014 pour cent29.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Business%20Advisory%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28April%202014%20pour%20cent29.pdf)

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Sont admises à bénéficier de l'aide prévue au titre de cette mesure de soutien les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les grandes entreprises.

Des services de conseil aux entreprises sont fournis en vue d'aider les entreprises à identifier leurs forces et de pallier leurs lacunes dans des domaines spécifiques. Un grand nombre de services de conseil est offert et tout est fait pour trouver un conseiller répondant aux besoins spécifiques du demandeur.

Des services de conseil aux entreprises sont disponibles dans les domaines suivants:

- a. aide à la création d'entreprises;
- b. planification et modélisation commerciales;
- c. compétitivité internationale et aptitude à l'exportation;
- d. développement des marchés;
- e. gestion des ressources humaines;

- f. gestion et enregistrement de la propriété intellectuelle;
- g. mise au point de produits et de services;
- h. certification et amélioration de la qualité;
- i. gestion de l'information;
- j. ingénierie et logistique;
- k. reconfiguration d'entreprises;
- l. gestion des chaînes d'approvisionnement.

Coûts admissibles et intensité de l'aide applicable

Les services de conseil sont habituellement fournis en deux étapes. La première étape comprend un examen préliminaire des domaines particuliers sur lesquels l'entreprise souhaite se pencher. Cette étape est financée par Malta Enterprise et est normalement achevée en moins de dix heures. La valeur de cette étape est estimée au début du service et financée par la Malta Enterprise à titre d'aide *de minimis*. Durant la seconde étape, deux conseillers fournissent des conseils, un soutien et une assistance plus ciblés et sont facturés par Malta Enterprise à un taux horaire de 40 euros. Toutefois, les frais perçus sont déduits en fonction de la taille de l'entreprise, comme suit:

- Grandes entreprises 30%
- Entreprises moyennes 40%
- Micro et petites entreprises 50%

Une entreprise peut bénéficier de services de conseil pour de multiples projets, mais le montant total de l'aide annuelle directe financée par Malta Enterprise au titre du programme ne peut dépasser 2 500 euros. Si une entreprise atteint cette limite, les services consultatifs additionnels seront facturés à 100% du coût.

7. Montant de la subvention

2017 – 28 790 euros.

2018 – Néant.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2017.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

12 PROGRAMME DE SUBVENTION DES TRANSPORTS DE GOZO

1. Titre de la subvention

Programme de subvention des transports de Gozo.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Soutenir les entreprises manufacturières présentes à Gozo en réduisant les frais de transport inter-îles additionnels liés au transport de matériels, de marchandises et de produits finis entre Malte et Gozo.

Cette aide sert à réduire les désavantages de coût pour les fabricants basés à Gozo, les rendant mieux à même de faire face à la concurrence au sein du marché unique. Les avantages escomptés de cette incitation consistent à fournir une aide pour contrer les effets des dépenses de fonctionnement additionnelles que les entreprises manufacturières établies à Gozo doivent supporter en conséquence directe de la double insularité de l'île sœur. La mesure aide les PME à renforcer leur compétitivité. Les PME compétitives et dynamiques apportent généralement une contribution significative à l'économie nationale. Elles stimulent la croissance du PIB et de la productivité.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale de cette incitation.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au Programme de subvention des transports de Gozo sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de subvention des transports de Gozo** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Gozo%20Transport%20Incentive%20Guidelines%20version%203.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Gozo%20Transport%20Incentive%20Guidelines%20version%203.pdf)

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

Coûts admissibles

- a. Les dépenses de transport liées à l'utilisation de véhicules commerciaux détenus ou loués
- b. La Société calcule le montant de la subvention à partir du nombre de traversées qui est établi en fonction du nombre de billets de ferry présentés. La subvention par traversée dépend du véhicule utilisé, qui est déterminé en fonction du billet présenté et selon les détails figurant dans le tableau ci-dessous.

Billet présenté	Subvention par traversée (€)
Tarif subventionné véhicule et chauffeur résident à Gozo ³	50
Subvention Gozo véhicule commercial de catégorie 2	60
Subvention Gozo véhicule commercial de catégorie 3	70
Subvention Gozo véhicule commercial de catégorie 4	90
Subvention Gozo véhicule commercial de catégorie 5	100
Subvention Gozo véhicule commercial de catégorie 6	110
Subvention Gozo véhicule commercial de catégorie 7	120

- c. La Société fixe un plafond d'une (1) traversée par jour pour chaque véhicule commercial détenu ou loué par le bénéficiaire.
- d. Dépenses liées aux services de transport externalisés.
- e. Les dépenses liées aux services de transport externalisés (y compris le coût du ferry) peuvent faire l'objet d'un remboursement de 100% de la valeur facturée hors TVA.
- f. Les factures sont jugées admissibles par la Société si le service fourni est lié au transport et doivent être accompagnées d'un connaissance ou d'une description précise des articles transportés.
- g. Services de courrier.
- h. Les services de courrier externalisés peuvent faire l'objet d'un remboursement de 70% de la valeur facturée hors TVA.
- i. Les services de courrier sont jugés admissibles si la facture fournie indique clairement les points de collecte et de retrait à condition que l'un de ces points se trouve à Malte et l'autre à Gozo.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises basées à Gozo et exerçant une activité manufacturière (section C, NACE Rév.2.0), en possession d'un certificat d'admissibilité confirmant que la Société se satisfait que l'activité manufacturière soit intégralement ou en grande partie exercée à Gozo.

³ La Société peut demander des renseignements complémentaires afin de confirmer que le chauffeur est un employé de l'entreprise.

Pour bénéficier de cette aide, les entreprises doivent:

- a. être une entreprise exerçant à Malté et constituée dans l'Union européenne sous la forme d'une société en nom collectif ou en commandite, ou d'une société à responsabilité limitée;
- ou
- b. former un groupe de personnes constitué en société ou enregistré hors de Malte, et d'une nature similaire aux entreprises mentionnées ci-dessus;
- ou
- c. être dûment enregistrées comme coopérative au titre de la Loi sur les sociétés coopératives (chapitre 442 du Recueil des lois de Malte).

Les entreprises individuelles exerçant des activités manufacturières qui opèrent à partir de Gozo peuvent solliciter une aide au titre du **Programme de subvention des transports de Gozo**. Les dépenses présentées doivent être liées au transport de machines, d'installations, de matériels, de marchandises et de produits nécessaires à l'exercice des activités manufacturières à Gozo.

Intensités d'aide applicables

La Société calcule la subvention à partir du nombre de traversées, qui est établi en fonction du nombre de billets de ferry présentés. La subvention par traversée dépend du véhicule utilisé, qui est établi à partir du billet présenté et selon les prescriptions figurant dans la section 4 des Lignes directrices sur les incitations.

Les dépenses liées aux services de transport externalisés (y compris le coût du ferry) peuvent faire l'objet d'un remboursement de 100% de la valeur facturée hors TVA.

Les services de courrier externalisés peuvent faire l'objet d'un remboursement de 70% de la valeur facturée hors TVA.

Modifications des Lignes directrices sur les incitations (entrées en vigueur en février 2018)

- a. À partir de 2018, le demandeur est tenu de fournir une facture de TVA pour chaque billet de ferry non subventionné au titre du programme Gozo.
- b. À partir de 2019, le demandeur est tenu de fournir une facture de TVA pour tous les billets de ferry présentés.

7. Montant de la subvention

2017 – 347 284,59 euros.

2018 – 390 559,89 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020. Les demandes concernant des dépenses engagées en 2020 peuvent être adressées à la Société jusqu'au 3 avril 2021 au plus tard.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

13 MICROINVEST

1. Titre de la subvention

Microinvest: Crédit d'impôt en faveur des microentreprises et des travailleurs indépendants (plan Microinvest).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Encourager les entreprises et les travailleurs indépendants qui exercent une activité économique à investir dans leurs immobilisations. La mesure de soutien aider ces entreprises à moderniser leurs services en augmentant l'investissement dans leurs immobilisations et en renovant leurs installations commerciales. L'acquisition de l'équipement adéquat et les rénovations nécessaires permettront de renforcer l'activité économique exercée.

L'aide fournie au titre de ce programme permettra la croissance des micro et des petites entreprises locales.

Elle facilite également le développement des activités économiques de ces entreprises ainsi que celles des entrepreneurs individuels, les rendant plus innovants et plus compétitifs tout en facilitant le maintien de l'emploi.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les crédits d'impôt en faveur des microentreprises et des travailleurs indépendants, législation subsidiaire 463.09 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale nationale de ce programme d'aide.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12194&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au programme d'aide Microinvest sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le Règlement de minimis).

Le montant total de l'aide de minimis accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les

entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le programme d'aide **Microinvest** sont disponibles à l'adresse suivante:

"<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Micro%20Invest%20Incentive%20Guidelines%20version%207.pdf>"

5. Forme de la subvention

Allégement fiscal (crédit d'impôt).

Les coûts admissibles au programme d'aide Microinvest de crédit d'impôts en faveur des microentreprises et des travailleurs indépendants doivent être engagés et versés entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2021 et présentés conformément aux délais établis ci-dessous.

Demandes correspondant à des dépenses engagées en	Date limite principale (entrepreneurs individuels présentant leur déclaration d'impôts en juin):	Date limite principale (entreprises présentant leur déclaration d'impôts en septembre):	Demandes tardives	Les demandes admissibles reçoivent un certificat d'admissibilité à l'aide à partir de l'année d'imposition
2014	30 mars 2015			2015
			30 novembre 2015	2016
2015	30 mars 2016			2016
			30 novembre 2016	2017
2016	30 mars 2017	31 mai 2017		2017
			15 décembre 2017	2018
2017	28 mars 2018	30 mai 2018		2018
			12 décembre 2018	2019
2018	27 mars 2019	29 mai 2019		2019
			11 décembre 2019	2020
2019	25 mars 2020	27 mai 2020		2020
			16 décembre 2020	2021
2020	24 mars 2021	26 mai 2021		2021
			15 décembre 2021	2022

Les demandeurs qui présentent leur demande avant la date limite principale et dont la demande est acceptée par la Société reçoivent un certificat d'admissibilité à la mesure d'aide qui est valable à compter de l'année d'imposition en cours.

Les demandeurs qui présentent leur demande après les dates limites principales mais avant la date limite reportée et dont la demande est acceptée par la Société reçoivent un certificat d'admissibilité à l'aide qui est valable à compter de l'année d'imposition suivante.

Les entreprises qui présentent une demande avant la date limite de mars ne peuvent pas présenter une autre demande en novembre de la même année sauf si la demande présentée en mars est rejetée par la Société.

Dépenses admissibles

Dépenses salariales

Les entreprises admissibles peuvent demander un crédit d'impôt au titre d'une hausse des dépenses salariales dépassant 3%, calculé en déduisant des dépenses salariales engagées au cours de l'exercice budgétaire concerné la dépense salariale la plus élevée engagée au cours des deux (2) années précédentes.

Rénovation et remise à neuf

Les dépenses liées aux services fournis en vue de la rénovation, de la remise à neuf et de la modernisation des installations commerciales par des tierces parties, y compris le coût des matériels et d'autres articles requis aux fins de la rénovation, de la remise à neuf et de la modernisation des installations commerciales, qui sont jugés avoir été utilisés par la tierce partie fournissant les services dans les travaux réalisés.

Lorsque les travaux d'équipement et de rénovation sont réalisés par le demandeur ou par ses employés, la Société accepte les dépenses engagées afin d'acquérir les matériels s'il est fourni une preuve photographique des travaux.

La rénovation et la remise à neuf des biens destinés à être loués pour de courtes durées ne sont prises en compte que lorsque les biens en question sont assortis des licences nécessaires au moment de la demande.

Dépenses d'investissement

Les entreprises admissibles peuvent présenter une demande au titre d'investissements concernant:

- a. l'acquisition de machines, technologies, appareils et instruments nouveaux (ou utilisés pour la première fois à Malte);
- b. des systèmes destinés à produire des énergies alternatives;
- c. des actifs corporels et incorporels nécessaires aux fins de la numérisation de l'activité de l'entreprise. Les dépenses admissibles peuvent englober:
 - i. le matériel informatique;
 - ii. des solutions de logiciels;
 - iii. les dépenses de développement de nouveaux systèmes de logiciels, de sites Web et d'applications numériques. Dans ces cas, le demandeur doit présenter l'accord conclu avec le fournisseur en précisant les paramètres et la fonctionnalité des systèmes/site Web/applications développés. Les dépenses de maintenance ne sont pas admissibles;
 - iv. les dépenses liées au développement, à la mise à jour et à l'amélioration des sites Web des demandeurs.

Dépenses liées aux véhicules automobiles

Pendant une période de trois (3) ans, les entreprises admissibles peuvent inclure dans leur demande les dépenses liées à l'achat d'un (1) véhicule commercial qui doit être neuf ou immatriculé pour la première fois à Malte.

À partir de 2018 (pour les dépenses engagées en 2017), une entreprise admissible peut également inclure dans sa demande les dépenses liées à l'achat de tous les nouveaux véhicules commerciaux répondant aux normes européennes d'émission les plus récentes (actuellement Euro 6 (2014)) afin de remplacer des véhicules similaires, ces dépenses étant considérées admissibles.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'assistance fournie au titre de ce programme d'aide encouragera les entreprises à investir dans leurs activités économiques afin qu'elles puissent innover, croître, appliquer les lignes directrices concernant la mise en conformité ou développer leur activité. Ces entreprises peuvent englober les entrepreneurs individuels.

Les entreprises bénéficieront d'un soutien sous la forme d'un crédit d'impôts correspondant à un pourcentage des dépenses admissibles et des dépenses salariales.

L'incitation s'adresse à toutes les entreprises satisfaisant, au moment de la demande, aux critères suivants:

Pour les demandes reçues avant le 31 décembre 2017, le demandeur doit être une entreprise qui, pendant une période de trois (3) mois consécutifs au cours de l'année pendant laquelle les dépenses ont été engagées, n'a pas employé plus de trente (30) personnes dans le cadre de contrats à plein temps (les données utilisées pour vérifier cette condition sont fournies par Jobsplus).

À partir du 1^{er} janvier 2018, le demandeur doit être une entreprise qui, pendant une période de trois (3) mois consécutifs au cours de l'année pendant laquelle les dépenses ont été engagées, n'a pas employé plus de cinquante (50) personnes dans le cadre de contrats à plein temps (les données utilisées pour vérifier cette condition sont fournies par JobsPlus).

- Le demandeur doit être une société dont le chiffre d'affaires ne dépassait pas 10 millions d'euros lors de l'exercice précédant l'année de présentation de la demande.
- À la date de la demande, le demandeur (personne morale présentant la demande) doit employer au moins une (1) personne (à temps plein ou à temps partiel)
- Sauf exemption, les demandeurs doivent être dûment enregistrés auprès du département de la TVA.
- Les personnes physiques ou morales exerçant des activités expressément exclues en vertu de la réglementation *de minimis* ne peuvent pas bénéficier de cette incitation

Les entreprises qui ont demandé à bénéficier de mesures d'aide à l'investissement (telles que les crédits d'impôts au titre de l'aide à l'investissement pour 2014-2020) ne peuvent pas présenter une demande concernant cette incitation ni pour aucun investissement effectué pendant la même année.

Intensité de l'aide applicable

Au titre de ce programme d'aide, la société Malta Enterprise peut approuver un crédit d'impôt équivalant à 45% des dépenses admissibles. Un bonus additionnel de 20% (soit un crédit d'impôt total de 65%) s'applique aux entreprises établies à Gozo.

À partir du 1^{er} janvier 2018 (pour les dépenses engagées en 2017), le montant maximal admissible des crédits d'impôts pour une même entreprise est plafonné à 50 000 euros sur une période de trois (3) exercices consécutifs, à compter des dépenses admissibles engagées et effectuées pendant la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Le plafonnement spécifié ci-dessus est augmenté de 20 000 euros (soit un total de 70 000 euros) pour les entreprises:

- opérant depuis Gozo;
- enregistrées comme entreprises familiales; et
- détenues à plus de 50% par des femmes.

Dans le cas des partenariats, le montant admissible est réparti en fonction de leurs propriétaires. Ainsi, par exemple, dans le cas d'un partenariat dont la propriété est partagée entre deux personnes, deux certificats d'admissibilité à la mesure d'incitation, chacun équivalant à 50% du montant approuvé des crédits d'impôts, seront délivrés aux personnes constituant le partenariat.

Les personnes morales faisant partie de plusieurs partenariats et exerçant éventuellement d'autres activités d'entrepreneur individuel peuvent bénéficier d'un soutien via les différentes entreprises dans lesquelles elles sont actives, mais ne peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt dépassant le plafonnement applicable tel qu'établi ci-dessus.

7. Montant de la subvention

2017 – 15 222 275,91 euros.
2018 – 25 540 172,47 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

14 PROGRAMME DE PRIME LOCATIVE

1. Titre de la subvention

Programme de prime locative.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Soutenir les petites entreprises exerçant des activités manufacturières ayant besoin d'espace industriel, comme solution provisoire ou permanente, pour: mettre en œuvre des plans de croissance, répondre à une augmentation des commandes et/ou mettre en œuvre les innovations nécessaires à l'accroissement de l'efficacité.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (*chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*), constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au Programme de prime locative sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de prime locative** sont disponibles à l'adresse suivante:

"<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Rent%20Subsidy%20IG%20Version%202%20pour%20cent2812th%20June%202017%20pour%20cent29.pdf>"

Notification juridique des incitations destinées à soutenir les entreprises:

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lp&itemid=27625&l=1>

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

Dépenses admissibles

La Société peut couvrir, sous forme de remboursement partiel, les coûts de location ou de crédit-bail des locaux nécessaires:

- aux activités manufacturières;
- à l'entreposage des produits en cours de fabrication liés aux activités manufacturières menées à Malte par le demandeur;
- à l'entreposage des matières premières nécessaires aux activités manufacturières menées à Malte par le demandeur;
- à l'exercice de l'une (1) des activités NACE telles qu'indiquées dans les lignes directrices relatives au programme en question.

Pour que l'accord de location puisse donner droit à l'aide, toutes les conditions qui suivent doivent être remplies:

- le bien doit être en location/crédit-bail auprès d'une tierce partie du secteur privé sans lien avec l'entreprise unique; et
- l'accord de location/crédit-bail doit avoir une date de début qui n'est pas antérieure de plus d'un (1) mois civil à la date de la demande.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Petites entreprises exerçant des activités manufacturières ayant besoin d'espace industriel, comme solution provisoire ou permanente, pour:

- i. mettre en œuvre des plans de croissance;

- ii. répondre à une augmentation des commandes; et/ou
- iii. mettre en œuvre les innovations nécessaires à l'accroissement de l'efficacité.

Intensité d'aide maximale applicable

L'intensité de l'aide est fixée à 50% des coûts engagés hors taxes.

Le montant total de l'aide pouvant être accordé à une même entreprise est plafonné à 20 000 euros sur une période de deux (2) années consécutives. Ce montant est limité à 10 000 euros sur une période de 12 mois et 50 euros/m² par an.

7. Montant de la subvention

2017 – 18500 euros.

2018 – Néant.

8. Durée de la subvention

Les demandes concernant cette mesure de soutien pourront être transmises entre le 1^{er} mars 2016 et le 31 octobre 2019. Le programme prendra fin le 31 décembre 2019.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

15 RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT 2014-2020**1. Titre de la subvention**

Recherche-développement 2014-2020.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

- a. Aider les entreprises menant des projets de recherche industrielle et de développement expérimental nécessaires à l'acquisition de connaissances aboutissant au développement de solutions et de produits innovants;
- b. Encourager la coopération entre les entreprises en fournissant une aide supplémentaire aux projets de recherche industrielle et de développement expérimental, y compris les projets Eureka approuvés et les projets approuvés au titre du programme Eurostars de la Commission européenne.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les activités de recherche-développement, législation subsidiaire 463.17 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (*chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*), constitue la base légale de cette incitation.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11610&l=1>

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12675&l=1>

Les conditions et modalités énoncées dans ces lignes directrices sont conformes au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de recherche-développement 2014-2020** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/R%26D%202014%20-%202020%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28Version%202.1%20pour%20cent29%200.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/R%26D%202014%20-%202020%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28Version%202.1%20pour%20cent29%200.pdf)

5. Forme de la subvention

Les entreprises établies à Malte peuvent bénéficier de l'aide sous forme d'un don en espèces couvrant les dépenses salariales plafonnées à un montant annuel de 500 000 euros par projet et de crédits d'impôts tels qu'ils figurent dans les Lignes directrices. Les dons en espèces sont exclusivement accordés à la discrétion de la Société.

Dépenses admissibles

Les coûts suivants sont considérés comme admissibles tant qu'ils sont engagés dans le cadre d'un projet de recherche industrielle ou de développement expérimental après le "début des travaux".

Dépenses de personnel

Les salaires des chercheurs, des techniciens et des autres membres du personnel de soutien, à condition qu'ils soient directement impliqués dans le projet de recherche approuvé et pendant la durée de leur implication.

- Les dépenses salariales admissibles sont limitées au salaire réel de base tel qu'il est fixé dans le contrat de recrutement de l'employé. (Tous les autres coûts, y compris les primes, allocations, assurance nationale et autres taxes, paiements d'assurance et indemnités journalières, ne sont pas considérés admissibles.)
- Tous les employés dont les coûts salariaux sont inclus dans la demande d'aide doivent être enregistrés auprès de Jobsplus et couverts par un contrat d'emploi valable conformément à la législation nationale sur l'emploi.
- Les dépenses de personnel sont calculées en utilisant un taux horaire établi à partir du salaire de base de l'employé. Le nombre total d'heures travaillées par un employé à plein temps correspond à 1 760 heures par an.
- Les dépenses salariales admissibles liées au personnel d'appui sont plafonnées à 10% du total des dépenses de personnel.

Instruments et équipements

Les dépenses liées aux instruments et équipements sont jugées admissibles dès lors qu'elles concernent le projet et pour toute la durée de celui-ci. Lorsque ces instruments et équipements ne sont pas utilisés pendant toute la durée de vie du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée de vie du projet, calculés sur la base de principes comptables généralement reconnus, sont jugés admissibles.

Recherche contractuelle, connaissances techniques et brevets

Les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, ainsi que les coûts des services de conseil et des services équivalents utilisés exclusivement pour l'activité de recherche.

Les services de conseil et les services équivalents doivent être fournis par:

- i. des experts du domaine de recherche pertinent titulaires d'un doctorat; ou
- ii. d'une organisation de recherche et de diffusion des connaissances; ou
- iii. de laboratoires techniques ou d'autres infrastructures similaires.

Autres frais d'exploitation

Coûts du matériel, des fournitures et des produits similaires engagés directement dans le cadre du projet.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises menant des projets de recherche-développement classés comme projets de recherche industrielle et de développement expérimental selon les modalités énoncées dans les Lignes directrices sur l'incitation. L'objectif est d'aider les entreprises à créer ou améliorer des technologies susceptibles de conférer un avantage concurrentiel au niveau de l'entreprise, de l'industrie ou du pays.

En outre, Malta Enterprise s'est à nouveau engagée à participer au réseau Eureka et au programme conjoint Eurostars entre 2014 et 2020. Par conséquent, le programme proposé encourage la coopération entre les entreprises en fournissant une aide additionnelle aux projets collaboratifs Eureka et Eurostars.

Intensités d'aide maximales

Les niveaux maximum d'aide pouvant être accordée au titre de cette incitation figurent dans le tableau ci-dessous

Type de projet	Petites entreprises	Moyennes entreprises	Grandes entreprises
Projets de recherche industrielle et de développement expérimental	45%	35%	25%
Projets de recherche industrielle et de développement expérimental collaboratifs	60%	50%	40%

7. Montant de la subvention

2017 – 143 898 euros.

2018 – 162 943 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

16 ÉTUDES DE FAISABILITÉ SUR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT 2014-2020

1. Titre de la subvention

Études de faisabilité sur la recherche-développement 2014-2020.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

En raison du risque élevé lié aux initiatives de recherche-développement, les entreprises devraient mener des études de faisabilité en matière de recherche-développement pour déterminer si les principaux éléments du projet de recherche se fondent sur des principes solides.

L'objectif de cette incitation est d'aider les entreprises ayant l'intention de mener des projets de recherche industrielle et de développement expérimental à établir la faisabilité de ces projets.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les activités de recherche-développement, législation subsidiaire 463.17 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte), constitue la base légale de cette incitation.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11610&l=1>

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12675&l=1>

Les conditions et modalités énoncées dans ces lignes directrices sont conformes au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour les **études de faisabilité sur la recherche-développement 2014-2020** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/R%26D%20Feasibility%20Studies%20Incentive%20Guidelines_0.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/R%26D%20Feasibility%20Studies%20Incentive%20Guidelines_0.pdf)

5. Forme de la subvention

Les entreprises menant une étude de faisabilité en matière de recherche-développement peuvent bénéficier d'une aide d'un montant maximal de 50 000 euros par projet. L'aide est plafonnée à 5 000 euros par employé à temps plein engagé par le demandeur au moment de la demande, étant entendu que les demandeurs établis dans les vingt-quatre (24) mois précédant la date de la demande peuvent bénéficier d'un don d'un montant maximal de 20 000 euros quel que soit le nombre d'employés à temps plein.

Dépenses admissibles

Les projets soutenus doivent être achevés dans les six (6) mois suivant leur date d'approbation par la Société. Toutes les dépenses admissibles doivent être engagées et réglées dans ce délai.

Les dépenses suivantes sont jugées admissibles à condition d'être engagées en lien avec un projet approuvé de recherche industrielle et de développement expérimental.

Dépenses de personnel

- ❖ Salaires des chercheurs et techniciens, et du personnel d'appui, dans la mesure où ils sont directement recrutés pour l'étude de faisabilité R-D approuvée et pour toute la durée de l'étude en question.
- ❖ Les coûts salariaux admissibles sont limités au salaire de base réel tel qu'il est fixé dans le contrat d'embauche de l'employé. (Les autres dépenses, y compris les primes, les allocations, les frais d'assurance nationale et autres taxes, les paiements d'assurance et les indemnités journalières, ne sont pas admissibles).
- ❖ Tous les employés au nom desquels des dépenses salariales sont déclarées doivent être enregistrés auprès de *Jobsplus* et couverts par un contrat d'embauche.
- ❖ Les dépenses de personnel sont calculées au moyen d'un taux horaire établi à partir du salaire de base de l'employé. Le volume total des heures travaillées par un employé à plein temps est fixé à 1 760 heures par an.
- ❖ Les dépenses salariales admissibles en lien avec le personnel d'appui sont plafonnées à 10% du total des dépenses de personnel.

Acquisition de connaissances

Les coûts de la recherche contractuelle et des connaissances techniques achetées ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, ainsi que les coûts des services de conseil et des services équivalents utilisés exclusivement pour l'étude de faisabilité;

Les services de consultants et les services équivalents doivent être fournis par:

- i. des experts du domaine de recherche pertinent disposant d'un doctorat;
- ii. des organisations de recherche et de diffusion des connaissances; ou
- iii. des laboratoires techniques ou d'autres infrastructures similaires.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises employant au moins deux (2) employés à temps plein et souhaitant mener un projet de recherche industrielle ou de développement expérimental peuvent bénéficier de l'assistance fournie au titre de cette incitation.

Le but de ces recherches consiste à:

- établir la faisabilité d'un projet planifié de recherche industrielle et de développement expérimental.
- l'étude proposée devrait conduire à une recherche ayant une portée et des objectifs clairs, ainsi qu'une importance stratégique pour l'entreprise.

- La demande d'assistance devrait clairement indiquer la méthode qui sera suivie lors de la réalisation de l'étude et devrait en préciser clairement les étapes et les résultats escomptés.
- Étendre l'ampleur (à partir d'une analyse de rentabilité préliminaire) de la croissance du bénéficiaire en termes de positionnement sur le marché, d'investissement et d'emploi, si le projet de recherche industrielle et de développement expérimental est réalisé.

Les projets soutenus doivent être achevés dans les six (6) mois suivant leur date d'approbation par la Société. Toutes les dépenses admissibles doivent être engagées et réglées dans ce délai.

Intensité de l'aide

Le niveau maximal de l'aide accordée au titre de cette incitation est plafonné comme suit:

Type d'entreprise	%
Petite	70
Moyenne	60
Grande	50

7. Montant de la subvention

2017 – 34 017 euros.

2018 – 13 952 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

17 FINANCEMENT DU DÉMARRAGE D'ACTIVITÉS 2017-2020

1. Titre de la subvention

Financement du démarrage d'activités 2017-2020.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Cette incitation vise à financer les entreprises innovantes dans leurs phases initiales d'activité en aidant les petites jeunes entreprises qui font la preuve de l'existence d'un concept commercial viable pendant les phases de démarrage et de croissance initiale.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur l'aide aux petites et moyennes entreprises, législation subsidiaire 463.03 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (*chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*), constitue la base légale de cette incitation.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11608&l=1>

Les conditions et modalités énoncées dans ces lignes directrices sont conformes au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Financement du démarrage d'activités** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Startup%20Finance%20Incentive%20Guidelines%202017%20-%202020%20pour%20cent28Version%201%20pour%20cent29.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Startup%20Finance%20Incentive%20Guidelines%202017%20-%202020%20pour%20cent28Version%201%20pour%20cent29.pdf)

Notification juridique (2017) de la réglementation sur le financement du démarrage d'activités:

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lp&itemid=28561&l=1>

5. Forme de la subvention

Aide remboursable.

Dépenses admissibles

Les petites jeunes entreprises sont considérées admissibles si elles exercent ou exerceront l'une (1) ou plusieurs des activités suivantes:

- i. industrie manufacturière, y compris le gaz;
- ii. technologies de l'information, médias numériques et communications;
- iii. recherche, développement et innovation technique;
- iv. design industriel et de produits;
- v. biotechnologies, produits pharmaceutiques et sciences de la vie;
- vi. investissement dans les installations de médias audiovisuels et créatifs (studio de prises de son).

À sa discrétion, la Société peut demander au demandeur à vérifier l'activité de l'entreprise.

Innovation

Pour en bénéficier, le demandeur doit:

1. proposer des produits et/ou des services pouvant être commercialisés et distribués à l'international; et
2. offrir des produits et/ou des services qui sont nouveaux ou représentent une amélioration sensible par rapport à l'état de la technique dans l'industrie locale.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Petites jeunes entreprises opérant à partir de Malte et constituées dans l'Union européenne sous forme de société en nom collectif, en commandite, ou de société à responsabilité limitée ou de nature similaire.

Aide remboursable pouvant atteindre 200 000 euros. L'aide est liée à:

- un coinvestissement lié au capital privé;
- l'acquisition d'immobilisations corporelles; ou
- des campagnes de financement participatif.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 200 000 euros.

8. Durée de la subvention

Du 2 mai 2017 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

18 PROGRAMME D'AIDE AUX ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

1. Titre de la subvention

Programme d'aide aux associations professionnelles.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Aider les associations professionnelles à atteindre des objectifs communs soutenant en contrepartie la croissance, l'innovation et le développement des entreprises membres. Pour bénéficier de cette mesure de soutien, les associations admissibles sont encouragées à employer un coordinateur afin d'animer et de soutenir les activités de l'association, à s'affilier à des associations internationales et à participer à des manifestations internationales pertinentes par rapport à leurs objectifs.

Cette assistance aidera également les associations professionnelles et leurs entreprises membres à renforcer leur compétitivité.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale de cette incitation.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au Programme d'aide aux associations professionnelles sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme d'aide aux associations professionnelles** sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Business%20Associations%20Grant%20IG%20Version%202.pdf>

5. Forme de la subvention

Dons en espèces. Chaque association professionnelle peut recevoir jusqu'à 10 000 euros par an.

Dépenses admissibles

L'aide fournie consiste à financer les dépenses admissibles liées aux:

1. coûts salariaux d'un coordinateur ou d'un administrateur;
2. droits d'adhésion annuels; et
3. participation à des manifestations sectorielles internationales organisées hors de Malte.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Associations professionnelles admissibles renforçant la collaboration entre les entreprises des secteurs suivants:

- Secteur manufacturier
- Services industriels

- Technologies de l'information et de la communication
- Médias numériques
- Sciences de la vie
- Artisanat

Les associations professionnelles doivent représenter au moins dix (10) entreprises individuelles dans le même secteur pertinent, ou cinq (5) entreprises individuelles exerçant principalement une activité particulière. L'association professionnelle ne doit pas compter plus de 100 membres enregistrés.

Intensités de l'aide applicables

L'aide sera fournie sur une base annuelle et sous la forme d'un don en espèces, chaque association professionnelle pouvant recevoir jusqu'à 10 000 euros par an.

7. Montant de la subvention

2017 – 4 900 euros.
2018 – 14 578 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

19 PROGRAMME DE BONS D'AUDIT ÉNERGÉTIQUE

1. Titre de la subvention

Programme de bons d'audit énergétique. (Cette mesure de soutien relève des Services de conseil aux entreprises).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Les petites entreprises ayant une forte consommation d'électricité peuvent recruter un ingénieur pour conduire un examen énergétique de haut niveau de l'activité. Cet examen permet à l'entreprise d'identifier les mesures et les investissements à réaliser pour réduire sa consommation d'énergie.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale de cette incitation.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives à cette mesure d'aide sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de bons d'audit énergétique** sont disponibles à l'adresse suivante

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Energy%20Audit%20pour%20cent28Version%201%20pour%20cent29.docx.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Energy%20Audit%20pour%20cent28Version%201%20pour%20cent29.docx.pdf)

5. Forme de la subvention

Les bénéficiaires reçoivent un bon d'audit énergétique pouvant servir à payer un vérificateur énergétique certifié afin de conduire un examen de l'activité commerciale du bénéficiaire en vue d'identifier les mesures et investissements à réaliser pour réduire la consommation d'énergie.

Chaque entreprise peut bénéficier de cette mesure une seule fois et en lien avec un seul site. L'assistance est plafonnée en fonction de la consommation électrique annuelle. L'assistance accordée aux entreprises individuelles qui ont une consommation électrique annuelle comprise entre 10 000 et 25 000 kilowattheures est plafonnée à 250 euros. L'assistance accordée aux entreprises individuelles qui ont une consommation électrique annuelle supérieure à 25 000 kilowattheures mais inférieure à 75 000 kilowattheures est plafonnée à 380 euros comme indiqué ci-dessous:

Consommation annuelle d'électricité	€ (TVA comprise)
10 000-25 000 kWh	250
25 001-75 000 kWh	380

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cette incitation s'adresse à toutes les entreprises ayant une consommation annuelle d'électricité comprise entre 10 000 et 75 000 kilowattheures et qui ne sont pas exclues par le Règlement sur les aides publiques.

7. Montant de la subvention

2017 – 500 euros.

2018 – Néant.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} septembre 2016 au 30 juin 2017.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

20 PROJETS D'AIDE À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT (CRÉDITS D'IMPÔTS)

1. Titre de la subvention

Projets d'aide à la recherche-développement (Crédits d'impôts).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Le principal objectif de cette mesure d'incitation consiste à encourager les entreprises à être innovantes, à contribuer aux progrès scientifiques ou technologiques par la résolution d'incertitudes scientifiques ou technologiques.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les activités de recherche et développement, législation subsidiaire 463.17 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (*chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*), constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12675&l=1>

Les conditions et modalités énoncées dans ces lignes directrices sont conformes au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour les **projets de recherche-développement (crédits d'impôts)** sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Version%201%20pour%20cent288.6.2017%20pour%20cent29.pdf>

5. Forme de la subvention

Les entreprises établies à Malte peuvent bénéficier de cette aide sous la forme d'un crédit d'impôt.

Dépenses admissibles

Le ou les projets menés doivent être en lien avec l'activité commerciale en cours de l'entreprise ou avec une activité commerciale que l'entreprise entend lancer à partir des résultats de l'activité de R-D.

Les coûts relatifs aux prototypes vendus à des tierces parties après l'achèvement du projet ne sont pas jugés admissibles.

Dépenses salariales admissibles

Les dépenses de recrutement des directeurs et des employés activement impliqués dans une activité de R-D admissible sont considérées comme des dépenses admissibles. Lorsqu'un directeur ou un employé n'est pas pleinement impliqué dans une activité de R-D admissible, alors seule la part de la dépense relative à l'implication de la personne dans une activité de R-D admissible est jugée admissible.

Les dépenses salariales peuvent être prises en compte lorsqu'une personne contribue directement ou indirectement à l'activité de R-D. Le degré de participation d'une personne à l'activité de R-D dépend des tâches accomplies en lien avec l'activité en question, et non du titre du poste. Il n'est donc pas possible d'établir une liste des fonctions admissibles car, dans bien des cas, les employés (en particulier le personnel d'appui) ne sont que partiellement impliqués dans une activité de R-D.

Pour contribuer directement à une activité de R-D, les personnes doivent s'employer à tenter de résoudre un élément d'incertitude scientifique ou technologique. Cela englobe les activités suivantes:

- activités qui visent à créer un logiciel, des matériels ou des équipements nécessaires pour résoudre l'incertitude scientifique ou technologique, à condition que le logiciel, les matériels ou les équipements en question soient créés et adaptés aux seules fins de leur utilisation dans la R-D; et
- activités de planification, de conception, d'essai et d'analyse menées pour résoudre l'incertitude scientifique ou technologique.

Pour contribuer indirectement à une activité de R-D, les personnes doivent s'employer à:

- conduire des études de faisabilité pour appuyer et définir l'orientation stratégique d'une activité de R-D particulière;
- conduire des activités de recherche (lorsque cette recherche ne constitue pas de la R-D à proprement parler) pour mettre au point de nouvelles méthodes d'essai, d'enquête et d'échantillonnage scientifique ou technologique;
- fournir des services d'information, à condition qu'ils soient conduits aux fins de l'activité de R-D.

Les activités d'appui telles que la maintenance, la formation, la sécurité, l'administration, les finances et les ressources humaines, dans la mesure où elles sont conduites aux fins de l'activité de R-D.

Les dépenses de personnel ne sont admissibles que s'agissant des employés couverts par un contrat d'embauche et enregistrés en tant qu'employés de l'entreprise demandant l'aide. Seules les dépenses suivantes sont jugées admissibles:

- les rémunérations versées par l'entreprise à ses directeurs ou employés avant prélèvement des charges fiscales ou sociales par l'entreprise au nom du gouvernement, étant entendu que seuls les traitements, les salaires et les avantages fixes prédéterminés en espèces sont jugés admissibles;
- les contributions obligatoires à la Sécurité sociale versées par l'entreprise.

Il est compréhensible que certains groupes chargent l'une des sociétés du groupe d'employer tout le personnel du groupe et fassent payer d'autres entreprises du groupe pour leurs services. Dans la mesure où l'entreprise demandant cette mesure engage des dépenses pour utiliser les employés d'une autre entreprise du groupe, ces dépenses ne peuvent pas être jugées admissibles. Dans ces cas, la valeur des dépenses admissibles doit être établie en fonction des dépenses salariales effectives fondées sur la rémunération perçue par le personnel impliqué dans l'activité de R-D.

Dépenses de sous-traitance R-D

Les dépenses de recherche en sous-traitance pour les entreprises et les dépenses liées aux services de conseil et aux services équivalents exclusivement utilisés aux fins de l'activité de recherche peuvent être déclarées pour le bénéfice de l'aide dès lors que les transactions ont été conclues dans des conditions de pleine concurrence.

Les dépenses de sous-traitance R-D ne peuvent pas dépasser 20% du montant total déclaré en lien avec un projet de R-D donné.

Matériels et services collectifs

Les dépenses liées à l'acquisition des matériels utilisés directement et donc consommés ou transformés au cours du processus de conduite d'une activité de R-D peuvent être admissibles au bénéfice de ces crédits d'impôts. En conséquence, ces matériels ne doivent plus être utilisables dans leur forme initiale après l'activité de R-D.

Les matériels admissibles englobent: les substances chimiques transformées pendant le processus de R-D (même si le produit chimique qui en résulte peut être recyclé et utilisé dans un but différent de son but initial); les composants électroniques pouvant être utilisés à d'autres fins après leur utilisation dans le projet; et les composants nécessaires à un prototype.

Les dépenses liées à l'achat d'eau et d'électricité.

Les dépenses de télécommunications ne sont pas jugées admissibles à moins que la transmission de renseignements au moyen d'un réseau de télécommunications ne fasse partie intégrante d'un projet de recherche.

Lorsque les matériels et les services collectifs ne sont que partiellement utilisés aux fins d'une activité de R-D, une part appropriée de la dépense doit être fixée. Ce calcul dépend en grande partie de l'activité de R-D en question et d'autres paramètres comme l'installation et le nombre d'employés. Il convient d'adopter une méthode pratique pour établir la part appropriée qui doit être fondée sur des arguments raisonnables permettant de justifier l'approche et la méthode adoptées.

Logiciels

Les dépenses liées aux services de logiciels (SAAS) sont considérées admissibles dès lors que le logiciel est utilisé directement aux fins de l'activité de R-D. Si les services de logiciels ne sont utilisés que partiellement aux fins de la R-D, les coûts doivent être établis proportionnellement afin de refléter la dépense liée à l'activité de R-D.

Les dépenses liées à l'achat de logiciels acquis spécialement aux fins de l'activité de R-D et qui ne seront plus utilisés une fois achevé le ou les projets de R-D en question aux fins desquels ils ont été achetés sont admissibles.

Les dépenses liées aux logiciels qui sont jugées amortissables ou enregistrées dans le registre des actifs fixes d'une entreprise sont admissibles.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Crédit d'impôt accordé aux sociétés enregistrées qui conduisent un projet de R-D ou des projets intéressant les activités commerciales de la Société.

L'activité de R-D aidée doit être identifiée dans des projets spécifiques qui visent à remédier à une incertitude scientifique ou technologique et qui peuvent relever des définitions de la recherche industrielle et du développement expérimental.

La date de lancement d'un projet de R-D aidé au titre de cette incitation ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 2017. Un projet de R-D commence lorsque les travaux visant à résoudre l'incertitude scientifique ou technologique débutent et s'achève lorsque cette incertitude est résolue ou que les travaux visant à la résoudre cessent.

Le ou les projets conduits doivent être liés à l'activité commerciale en cours de l'entreprise ou à une activité commerciale que l'entreprise entend lancer à partir des résultats de l'activité de R-D.

Un entreprise demandant le crédit d'impôt doit posséder tous les droits de propriété intellectuelle découlant de l'activité de R-D au titre de laquelle elle dépose sa demande.

Intensité de l'aide

Les bénéficiaires qui conduisent une activité de R-D admissible recevront un crédit d'impôt correspondant à 25% de la dépense admissible.

Le pourcentage sera augmenté de 10% si le demandeur est une entreprise moyenne et de 20% s'il s'agit d'une petite entreprise.

Le montant total de l'aide sera limité à 15 millions d'euros pour tout projet couvert par l'activité de R-D.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 37 749 euros.

8. Durée de la subvention

Cette mesure de soutien est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2017 et s'achèvera le 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

21 CRÉDITS D'IMPÔTS POUR LA R-D ET L'INNOVATION

1. Titre de la subvention

Crédits d'impôts pour la R-D et l'innovation.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Aider les entreprises qui emploient pendant au moins douze (12) mois une personne titulaire d'un doctorat ou un doctorant en sciences, technologies de l'information ou ingénierie. Cette aide peut être demandée une fois, après que la personne titulaire d'un doctorat (MQF niveau 8) ou le doctorant en sciences, en technologies de l'information ou en ingénierie a été employé pour au moins douze (12) mois. Cet emploi doit pas avoir commencé avant le 1^{er} janvier 2016.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les crédits d'impôt pour la recherche-développement et l'innovation, législation subsidiaire 463.15 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (*chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*), constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12669&l=1>

Ces lignes directrices relatives aux incitations sont conformes au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*.

Les conditions et modalités relatives à cette mesure de soutien sont conformes au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* (le Règlement *de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil maximal global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, pour lesquels des seuils et des critères différents s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend aussi toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 17 juin 2014. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le programme d'aide **Crédits d'impôts pour la R-D et l'innovation** sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Tax%20Credits%20for%20RD%20and%20Innovation%20pour%20cent28Version%201.0%20pour%20cent29%200.pdf>

5. Forme de la subvention

Crédit d'impôts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Pour pouvoir bénéficier de l'aide, les demandeurs doivent remplir les critères suivants:

Le demandeur doit être:

- a. une entreprise opérant à partir de Malte et constituée dans l'Union européenne sous forme de société en nom collectif, en commandite ou de société à responsabilité limitée;
- b. enregistré en tant qu'entrepreneur individuel auprès de Jobsplus; ou
- c. enregistré en tant que coopérative au titre de la Loi sur les sociétés coopératives (chapitre 442 du Recueil des lois de Malte).

Intensités de l'aide applicable

Crédit d'impôts de 10 000 euros.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 10 000 euros.

8. Durée de la subvention

Cette mesure de soutien est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2016 et s'achèvera le 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

22 PROGRAMME DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES

1. Titre de la subvention

Programme de transfert de connaissances.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation. La formation doit déboucher sur l'amélioration et le relèvement des compétences d'employés nouveaux et existants. La formation peut être dispensée par des formateurs employés par le demandeur, recrutés auprès d'une société parente, ou par des prestataires externes qualifiés. Le but est de favoriser le transfert de connaissances et l'acquisition de nouvelles compétences en lien avec les besoins de connaissances et de compétences de l'industrie.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur l'aide au transfert de connaissances, législation subsidiaire 463.12 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (*chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*), constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12502&l=1>

Les conditions et modalités énoncées dans ces lignes directrices sont conformes au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de transfert de connaissances** sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Knowledge%20Transfer%20Incentive%20Guidelines.pdf>

Réglementation n° 178 de 2016 sur le transfert de connaissances

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lp&itemid=27708&l=1>

5. Forme de la subvention

Crédit d'impôts. La Société peut cependant approuver un don en espèces pour rembourser partiellement les coûts salariaux des stagiaires des entreprises exerçant dans le secteur manufacturier. Ces dons en espèces ne doivent pas dépasser l'intensité de l'aide applicable et sont plafonnés à 8 euros par heure pour chaque employé en formation.

Dépenses admissibles

a. Analyse des besoins de formation et mise au point d'un programme de formation

Coûts des services de conseil pour effectuer l'analyse des besoins de formation et mettre au point le programme de formation. (Ils sont requis au stade de la demande et peuvent être considérés admissibles au bénéfice des crédits d'impôts une fois que le programme de formation est mis en œuvre).

Cette aide est soumise aux conditions suivantes:

i. plafonnement à 100 euros par employé en formation;

et

ii. plafonnement global à 5 000 euros.

b. Formation interne

Lorsque le programme de formation est en tout ou partie dispensé par des employés de l'entreprise, le coût du salaire de base de ces employés, qui couvre les heures pendant lesquelles les employés de l'entreprise dispensent la formation, est jugé admissible. Seules les heures de contact direct pendant lesquelles le formateur dispense la formation peuvent faire l'objet de la demande.

c. Formation dispensée par des entreprises partenaires

Lorsque le programme de formation est en tout ou partie dispensé par une entreprise partenaire:

- i. Le coût du salaire de base couvrant les heures pendant lesquelles le formateur dispense la formation peuvent faire l'objet de la demande. Seules les heures de contact direct pendant lesquelles le formateur dispense la formation sont admissibles. Si les coûts liés au salaire de base du formateur ne sont pas fournis, alors c'est le salaire minimum national qui est considéré comme le coût admissible; ou
- ii. en guise d'alternative au i) ci-dessus, lorsque la formation est dispensée par une entreprise partenaire qui n'est pas établie à Malte, et lorsque le formateur ne réside pas à Malte, le coût admissible peut être considéré comme le coût de la formation tel qu'il est facturé par l'entreprise partenaire pour les heures pendant lesquelles les formateurs participent à la formation.

d. Formation dispensée par des formateurs externes qualifiés

Les coûts liés aux prestataires de services de formation externe qualifiés qui sont recrutés pour dispenser la formation sont considérés admissibles. Ces services doivent être dispensés par un formateur qualifié détenant un diplôme en lien avec la formation, et ayant au moins cinq (5) années d'expérience professionnelle dans un secteur similaire à celui dans lequel la formation est dispensée. Seules les heures de contact direct pendant lesquelles le formateur dispense la formation sont admissibles.

e. Coûts liés aux salaires de base des stagiaires

Les coûts liés aux salaires de base des stagiaires pour les heures pendant lesquelles ils participent à la formation approuvée peuvent être jugés admissibles. Les stagiaires doivent être formellement employés par le bénéficiaire pendant la période de formation.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La formation doit être conçue pour répondre aux besoins de compétences et de connaissances du demandeur. La nature de la formation doit:

- i. être pertinente au regard de l'activité admissible du demandeur;
- ii. être organisée spécialement pour les employés du demandeur.

D'autre part, l'entreprise doit:

- être une entreprise nouvellement créée au sens de la section 2 des Lignes directrices sur les incitations;
- avoir employé au moins cinq (5) personnes (à plein temps) pendant les deux (2) exercices budgétaires précédents;
- être une entreprise opérant à partir de Malte et être constituée dans l'Union européenne sous forme de société en nom collectif, en commandite ou de société à responsabilité limitée;
- ne pas avoir cessé ses paiements de TVA, d'impôt sur le revenu et de sécurité sociale;
- se conformer aux règles applicables concernant les aides publiques;
- exercer dans l'un (1) des secteurs suivants;

Secteur	NACE
Industrie manufacturière	Section C
Entreposage et stockage	52,10
Programmation informatique	62,01
Activités de contrôle et analyses techniques	71,20

Secteur	NACE
Recherche-développement en biotechnologie	72,11
Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	72,19
Activités spécialisées de design	74,10
Activités de centres d'appel	82,20

Intensité de l'aide

L'intensité de l'aide est établie en fonction de la taille de l'entreprise. L'intensité de l'aide applicable ne peut pas dépasser les pourcentages suivants des dépenses admissibles:

Taille de l'entreprise	%
Petite	70
Moyenne	60
Grande	50

7. Montant de la subvention

2017 – 85 000 euros.

2018 – 1 889,32 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} mars 2016 au 31 août 2018.

Modifications de la date de fin du programme

La société Malta Enterprise a indiqué aux autorités compétentes que cette mesure d'incitation s'achèverait le 31 août 2018 et non le 31 décembre 2020, comme initialement notifié.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

23 COOPÉRER POUR LA CROISSANCE

1. Titre de la subvention

Coopérer pour la croissance.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Aider les entreprises qui souhaitent conquérir de nouveaux marchés ou lancer un nouveau service ou produit sur un marché existant.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur la coopération pour la croissance, législation subsidiaire 463.21 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (*chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*), constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12814&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives à ce programme d'aide sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme d'aide Coopérer pour la croissance** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Cooperate%20for%20Growth%20Incentive%20Guidelines%20version%201_0.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Cooperate%20for%20Growth%20Incentive%20Guidelines%20version%201_0.pdf)

Réglementation Coopérer pour la croissance n° 100 de 2018.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lp&itemid=28998&l=1>

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

Dépenses admissibles

Une entreprise admissible peut bénéficier d'une aide pour participer aux réunions prévues entre deux ou plusieurs parties organisées aux fins d'un transfert de technologies, d'un partage de connaissances, du développement d'une activité, de la facilitation des collaborations en matière de recherche, de capital-risque et d'interactions commerciales du même ordre. L'aide est également accordée lorsque ces réunions sont facilitées dans le cadre d'une activité ou d'une initiative coordonnée par des organisations nationales ou internationales telle qu'approuvée par la Société préalablement à l'activité.

Pour bénéficier de l'aide, le demandeur doit faire la preuve, à la satisfaction de la Société, que le but ultime de son action vise à développer, accroître et améliorer les activités économiques par la collaboration transfrontière.

L'aide est limitée à une indemnité journalière couvrant les journées de l'événement selon les dates indiquées par l'organisateur. Elle n'est attribuée que si:

- a. la personne participant à la réunion est un employé ou un directeur du demandeur et était physiquement présent pour la réunion;
- b. la réunion ne se tient pas à Malte; et
- c. la personne participant n'est pas résidente dans le pays où la réunion est organisée.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises enregistrées sous les formes suivantes:

- a. une entreprise opérant à partir de Malte et constituée dans l'Union européenne sous la forme d'une société en nom collectif, en commandite ou d'une société à responsabilité limitée;
- b. entrepreneurs individuels enregistrés auprès de Jobsplus;
- c. coopératives enregistrées auprès du Conseil des coopératives.

Intensités de l'aide applicables

Si la Société se satisfait que les critères ci-dessus soient remplis, elle délivre un certificat de droit à l'incitation et accorde une indemnité journalière couvrant la durée de l'action. Si l'entreprise organise plusieurs réunions dont la Société juge qu'elles satisfont aux critères ci-dessus avec la même ou d'autres entreprises pendant plusieurs jours, l'aide accordée dans le certificat de droit à l'incitation est équivalente au taux d'indemnité journalière couvrant chaque journée au cours de laquelle les réunions sont tenues.

Les taux d'indemnité journalière applicables à la mesure sont publiés régulièrement sur le site Web de la Société et sont indexés sur les taux officiels des indemnités journalières établis par le Gouvernement maltais concernant les déplacements de fonctionnaires.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.
2018 – 4 518 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} mars 2018 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

24 PROGRAMME LEAP2ENTERPRISE

1. Titre de la subvention

Programme Leap2Enterprise.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Leap2Enterprise est une mesure de soutien destinée à aider les personnes vulnérables à mettre sur pied leurs propres activités commerciales durables et génératrices de revenus. Pour la mettre en œuvre, Malta Enterprise, en lien avec LEAP et Jobsplus, aidera les bénéficiaires à créer leur propre entreprise ou à développer une activité génératrice de revenus. Les projets jugés économiquement viables seront soutenus au moyen d'un paquet d'aides financières allant jusqu'à 25 000 euros sur une période de vingt-quatre (24) mois.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

La Société peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement relatif aux aides aux personnes défavorisées afin qu'elles créent leur propre entreprise, L.N. 66 de 2018 (*Loi sur la société Malta Enterprise, chapitre 463 du Recueil des lois de Malte*) constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lp&itemid=28945&l=1>

Les conditions et modalités relatives au Programme de facilitation de l'entrée sur les marchés et de l'internationalisation sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=EN>

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la Société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **programme Leap2Enterprise** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Leap2enterprise%20Scheme%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28Version%201%2000%20pour%20cent29%200.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Leap2enterprise%20Scheme%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28Version%201%2000%20pour%20cent29%200.pdf)

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

Dépenses admissibles

Un projet approuvé peut recevoir une aide d'un montant pouvant atteindre 25 000 euros.

Un financement peut être accordé pour couvrir les dépenses suivantes:

- ❖ l'acquisition ou la location de machines et d'équipements nécessaires à l'entreprise;
- ❖ les coûts liés à la modernisation ou à l'achèvement du bien à partir duquel l'entreprise opère;
- ❖ l'achat du stock requis pour commencer la production ou les activités;
- ❖ l'achat de produits de consommation nécessaires au fonctionnement de l'entreprise;

- ❖ un décaissement mensuel plafonné à 600,00 euros par mois pour une période de vingt-quatre (24) mois. Il est accordé pour aider l'entreprise à faire face aux dépenses quotidiennes.

Toute aide financière est conditionnée à la confirmation par l'entreprise:

- a. qu'elle est toujours active;
- b. qu'elle met en œuvre le projet conformément aux recommandations fournies par les professionnels concernés – Jobsplus, Malta Enterprise et LEAP;
- c. qu'elle a enregistré l'emploi individuel/l'emploi connexe auprès de Jobsplus;
- d. qu'elle détient toujours un compte bancaire actif.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Pour être admissible au bénéfice de cette mesure, l'entreprise doit être détenue et contrôlée par une ou des personnes:

- enregistrées en tant que cas spéciaux auprès de la Division des services de l'emploi inclusif de Jobsplus
OU
- enregistrées auprès de LEAP selon les paramètres suivants:
- personnes quittant un établissement carcéral ou un centre de désintoxication;
- personnes bénéficiant de l'une des prestations non contributives suivantes:
 - i. assistance chômage – basée sur le contrôle des ressources et versée aux personnes qui sont chefs de famille et enregistrées dans la partie 1 du registre Jobsplus;
 - ii. assistance sociale – basée sur le contrôle des ressources et versée aux parents célibataires non mariés qui n'ont pas ou peu de revenus et qui ne peuvent pas travailler parce qu'ils doivent garder leurs enfants;
 - iii. allocation pour frais de garde;
 - iv. allocation de handicap.

Intensité de l'aide

Les projets approuvés peuvent bénéficier d'une aide d'une valeur maximale de 25 000 euros.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 225 000 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

25 SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES DU VILLAGE ARTISANAL DE TA' QALI

1. Titre de la subvention

Soutien au développement des unités commerciales du village artisanal de Ta' Qali.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Cette mesure de soutien a pour principal objectif de contribuer à l'aménagement et à la rénovation des locaux commerciaux afin de mener les activités convenues avec Malta Industrial Parks Limited.

Les locataires de Malta Industrial Parks Limited, qui se trouve dans le village artisanal de Ta' Qali, bénéficieront d'une aide pour développer les locaux commerciaux situés dans le village artisanal. Ils auront la possibilité de solliciter une garantie pour un montant pouvant aller jusqu'à cent cinquante mille (150 000) euros couvrant jusqu'à soixante-quinze pourcent (75%) d'un emprunt bancaire, ou un don en espèce pouvant aller jusqu'à soixante-dix mille (70 000) euros pour financer partiellement jusqu'à cinquante pourcent (50% du projet.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

Les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide sont établies et publiées conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

La société Malta Enterprise peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les mesures d'incitation destinées à soutenir les entreprises, législation subsidiaire 463.04 de la Loi sur la société "Malta Enterprise", constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=11609&l=1>

Ces Lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives à ce programme d'aide sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **programme de soutien au développement des unités commerciales du village artisanal de Ta' Qali** sont disponibles à l'adresse suivante:

"<https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/IG%20Support%20for%20the%20Development%20of%20Business%20Units%20at%20Artisan%20Village%20Ta%20Qali%20%28FINAL%29.pdf>"

5. Forme de la subvention

Dons en espèces ou garantie.

Dépenses admissibles

Dons en espèces:

La Société peut accorder un don en espèce allant jusqu'à soixante-dix mille (70 000) euros afin de financer partiellement jusqu'à cinquante pourcent (50% des dépenses engagées au titre du développement des actifs immobiliers situés dans le village artisanal de Ta' Qali et de toute installation, de toute machine ou de tout équipement se trouvant sur l'actif en question.

Les dons en espèces concernant des actifs mobiliers (situés sur l'actif immobilier) ne sont versés qu'une fois le développement de l'actif en question achevé. Les dons en espèces ne peuvent être accordés que pour de nouveaux équipements ou pour des équipements d'occasion utilisés à Malte pour la première fois.

La Société peut décider de verser jusqu'à dix mille (10 000) euros couvrant au maximum 50% d'un marché signé en vue du développement d'un actif immobilier. Elle exige qu'avant tout autre versement, le bénéficiaire présente les factures une preuve du paiement couvrant des dépenses admissibles d'un montant équivalent.

Garanties d'emprunt:

La Société peut approuver une garantie d'emprunt d'un montant pouvant atteindre cent cinquante mille (150 000) euros et couvrant jusqu'à soixante-quinze pourcent (75%) des dépenses financées par un emprunt bancaire concernant:

- ❖ l'aménagement et la rénovation d'actifs immobiliers situés dans le village artisanal Ta' Qali;
- ❖ l'acquisition des installations, des machines et de l'équipement requis par le bénéficiaire pour mener l'activité convenue en accord avec Malta Industrial Parks Limited.

La garantie ne porte que sur de nouvelles facilités bancaires (autrement dit, le refinancement d'emprunts en cours n'est pas admissible) et ne peut servir à couvrir des découverts ou d'autres facilités de crédit renouvelable.

L'emprunt garanti doit avoir une durée déterminée et être assorti d'un échéancier de remboursement fixe et prédéterminé ne devant pas dépasser dix (10) ans sauf accord contraire entre la Société, la banque et le bénéficiaire.

Aux fins de l'aide publique, la valeur de l'aide relative à la garantie équivaut à vingt-sept pourcent (27%) du montant garanti.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cette incitation ne s'adresse qu'aux entreprises ayant conclu un accord emphytéotique temporaire avec Malta Industrial Parks Limited concernant l'actif situé dans le village artisanal de Ta' Qali jusqu'au 1^{er} mars 2019. Après cette date, seules les entreprises ayant conclu des accords emphytéotiques temporaires avec Malta Industrial Parks Limited concernant des actifs situés dans le village artisanal au cours des six (6) mois précédant la date de la demande sont jugées admissibles, à condition de n'avoir préalablement détenu aucun titre relatif à l'actif en question.

Lors de la présentation de sa demande, l'entreprise doit employer au moins (1) personne à plein temps ou à temps partiel. À sa discrétion, la Société peut également considérer qu'un entrepreneur individuel dûment enregistré auprès de Jobsplus satisfait à cette condition.

Lors de la présentation de sa demande, l'entreprise doit être en possession d'un numéro de TVA valide émis par le département de la TVA.

Intensités de l'aide applicables

La Société peut accorder un don en espèces allant jusqu'à soixante-dix mille (70 000) euros pour financer partiellement jusqu'à cinquante pourcent (50%) des dépenses engagées en vue de l'aménagement d'un actif immobilier situé dans le village artisanal de Ta' Qali et de toute installation, machine ou équipement se trouvant sur l'actif en question.

La Société peut approuver une garantie d'emprunt d'un montant pouvant atteindre cent cinquante mille (150 000) euros et couvrant jusqu'à soixante-quinze pourcent (75%) des dépenses financées par un emprunt bancaire.

Aux fins de l'aide publique, la valeur de l'aide relative à la garantie équivaut à vingt-sept pourcent (27%) du montant garanti.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 1 707 430 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

26 SERVICES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES FAMILIALES

1. Titre de la subvention

Services de soutien aux entreprises familiales.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Soutenir le développement des entreprises familiales en renforçant et en appuyant les capacités internes de transfert de l'activité économique. Le soutien prend la forme de services de conseil pendant la transition de l'entreprise et d'un accès à des formations spécifiques jugées bénéfiques pour faciliter la croissance des entreprises familiales.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

Le Règlement sur les services de soutien aux entreprises familiales, législation subsidiaire 463.14 de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte), constitue la base légale de cette incitation.

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12664&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives à ce programme d'aide sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le **Programme de services de soutien aux entreprises familiales** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Version%201%2004.10.2016.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Incentive%20Guidelines%20Version%201%2004.10.2016.pdf)

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

Dépenses admissiblesConseils relatifs au transfert des entreprises:

Une entreprise familiale dont l'activité est en cours de transfert du propriétaire actuel à une ou plusieurs personnes liées au propriétaire ou à des tierces parties peut demander une aide pour couvrir les coûts des services de conseil juridique, notarial et comptable requis pour mener le processus à bien.

- a. Les premiers 500 euros sont intégralement pris en charge par la société Malta Enterprise. Toute dépense additionnelle est soutenue à hauteur de 75% de la dépense engagée. La valeur de l'aide pouvant être accordée ne peut en aucun cas dépasser 2 500 euros pendant une même année civile.
- b. Le soutien peut être accordé pendant une période consécutive ne dépassant pas cinq (5) années.
- c. Le soutien ne peut que couvrir les dépenses engagées par l'entreprise familiale en lien avec les services de conseil juridique, notarial ou comptable requis pour aider à la succession ou au transfert de l'activité.
- d. Les consultants doivent détenir un certificat dans leurs professions respectives.

Arbitrage:

Les frais couvrant les services rendus pendant les cinq (5) premières auditions d'un arbitre désigné par l'autorité de réglementation afin d'aider à évaluer la valeur des immobilisations et/ou des parts transférées et à fixer une juste valeur des immobilisations et des parts peuvent bénéficier du soutien de la société Malta Enterprise si les parties impliquées confirment à l'autorité de réglementation des entreprises familiales leur accord de recourir aux services d'un arbitre unique conjoint figurant dans la liste des arbitres recommandés de l'autorité de réglementation.

Le montant total du soutien couvrant l'arbitrage ne peut pas dépasser 2 500 euros par entreprise familiale.

Formation:

Participation des propriétaires d'entreprises familiales et de leurs employés à des séminaires et à des séances d'information approuvées par l'autorité de réglementation en ce qu'elles bénéficient au développement, à la croissance et à l'amélioration de l'administration et de la gestion de l'entreprise familiale.

Le montant total du soutien couvrant la formation ne peut pas dépasser 1 000 euros par famille.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'incitation s'adresse à toutes les entreprises enregistrées en tant qu'entreprises familiales.

Demande de soutien concernant les services de conseil et d'arbitrage en lien avec le transfert d'une entreprise

Les entreprises familiales qui sollicitent un appui au titre de ce programme d'aide doivent demander le soutien requis à l'autorité de réglementation des entreprises familiales. Si l'autorité accepte de fournir le soutien demandé, un bon précisant la valeur pouvant être déclarée est délivré au demandeur. Ce bon est valable pendant 12 mois.

Soutien à la formation

L'autorité de réglementation identifie les séminaires et prestataires de formation jugés utiles au développement des entreprises familiales. Les sites Web de l'autorité et de la Société présentent une liste de ces séminaires et prestataires de formation.

Après avoir participé à une formation figurant sur la liste, une entreprise familiale peut demander le remboursement des coûts en présentant une demande aux mois de janvier ou de juillet de n'importe quelle année.

Intensités de l'aide applicablesServices de conseil relative au transfert de l'activité:

Les premiers 500 euros sont intégralement pris en charge par la société Malta Enterprise. Toute dépense additionnelle est soutenue à hauteur de soixante-quinze pourcent (75%) de la dépense engagée. La valeur de l'aide pouvant être accordée ne peut en aucun cas dépasser 2 500 euros pendant une même année civile.

Arbitrage:

Le montant total du soutien couvrant l'arbitrage ne peut pas dépasser 2 500 euros par entreprise familiale.

Formation:

Le montant total du soutien couvrant la formation ne peut pas dépasser 1 000 euros par famille.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 50 654,12 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

27 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DES ENTREPRISES FAMILIALES1. Titre de la subvention

Transfert de propriété des entreprises familiales.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

3. Objectif général

Faciliter le transfert d'entreprises familiales enregistrées des propriétaires à d'autres membres de la même famille.

4. Fondement et législation

Cette incitation est administrée par la société Malta Enterprise.

La société Malta Enterprise peut établir et publier les Lignes directrices officielles sur les incitations relatives à ce programme d'aide conformément à l'article 8 3) a) de la Loi sur la société "Malta Enterprise" (chapitre 463 du Recueil des lois de Malte).

Elle peut concevoir des mesures de soutien conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise":

<http://www.justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=8929&l=1>

La Loi sur les entreprises familiales (chapitre 565 du Recueil des lois de Malte) constitue la base légale de cette incitation.

<http://justiceservices.gov.mt/DownloadDocument.aspx?app=lom&itemid=12569&l=1>

Ces lignes directrices sur les incitations sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis*.

Les conditions et modalités relatives au Programme de services de conseil aux entreprises sont conformes au *Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis* (le *Règlement de minimis*).

Le montant total de l'aide *de minimis* accordée à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices consécutifs.

Ce seuil global s'applique en principe à tous les secteurs économiques à l'exception de ceux du transport routier, de l'agriculture et de la pêche, dans lesquels d'autres seuils et critères s'appliquent. Le terme "entreprise" comprend toutes les sociétés d'un groupe (qui est détenu ou contrôlé directement ou indirectement par la même société dont elles dépendent en dernier ressort) et les entreprises partenaires et liées pertinentes telles qu'elles sont définies à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission. Cette période couvre l'exercice concerné ainsi que les deux exercices précédents. On entend par "exercice" la période utilisée à des fins fiscales par l'entreprise concernée.

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_en.pdf

Conformément à la Loi sur la société "Malta Enterprise" mentionnée ci-dessus, les paramètres de l'aide et les détails de la mesure de soutien figurent dans les Lignes directrices sur les incitations. Ces Lignes directrices sur les incitations sont un ensemble de règles publiées régulièrement par la société contenant des détails sur la définition, l'application, l'administration, la subvention et la révocation des programmes. Les Lignes directrices sur les incitations pour le programme d'aide relatif au **Transfert de propriété des entreprises familiales** sont disponibles à l'adresse suivante:

["https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Family%20Business%20Transfer%20of%20Ownership%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28Version%201%20pour%20cent29%200.pdf"](https://www.maltaenterprise.com/sites/default/files/Family%20Business%20Transfer%20of%20Ownership%20Incentive%20Guidelines%20pour%20cent28Version%201%20pour%20cent29%200.pdf)

5. Forme de la subvention

Des droits sont imposés sur les premiers cinq cent mille (500 000) euros du montant du bien transféré au taux de trois euros et cinquante centimes (3,50) euros pour cent euros (100) euros.

S'agissant du transfert de parts ou d'intérêts dans la société, le fonds ou la fondation détenus dans une entreprise familiale qui poursuit son activité, il n'est pas tenu compte des premiers cent cinquante mille (150 000) euros ou de tout autre montant supérieur conforme aux prescriptions de la valeur des parts ou des intérêts dans la société, le fonds ou la fondation faisant l'objet du transfert.

Dépenses admissibles

Les coûts et dépenses admissibles sont liés:

- ❖ aux droits de transfert de biens immobiliers utilisés pendant une période d'au moins trois ans;
- ❖ à l'évaluation des droits imposables lorsqu'une personne transfère des parts ou des intérêts dans une société, un fonds ou une fondation à des membres de sa famille.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'incitation s'adresse à toutes les entreprises établies à Malte et enregistrées en tant qu'entreprises familiales. Cela englobe les entreprises cotées, les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés enregistrées et les fonds.

7. Montant de la subvention

2017 – Néant.

2018 – 14 276 euros.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

28 PROGRAMME LAITIER

1. Titre de la subvention

Aide temporaire *de minimis* aux producteurs laitiers

2. Période sur laquelle porte la notification

2017-2018

3. Objectifs généraux

Les producteurs laitiers ont souffert d'une réduction supplémentaire de leurs revenus en raison de la faiblesse des précipitations survenues à la saison des pluies en 2015-2016. Il en est résulté une hausse des coûts de production pour ces producteurs primaires.

4. Fondement et législation

Le programme a été mis en œuvre par le Ministère de l'environnement, du développement durable et de la lutte contre le changement climatique.

5. Forme de la subvention

Dons en espèces.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Dons en espèces accordés aux producteurs laitiers en activité.

7. Montant de la subvention

2017 – 200 000 euros.

8. Durée de la subvention

Deux mois entre le 1^{er} novembre 2017 et le 31 décembre 2017.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

29 PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE

Titre de la subvention

Aide temporaire *de minimis* aux agriculteurs enregistrés

1. Période sur laquelle porte la notification

2017-2018.

2. Objectifs généraux

Les précipitations ont été très faibles pendant la saison des pluies de 2015-2016. En conséquence, les agriculteurs ont perdu l'essentiel de leur production. Quant à ceux qui ont accès aux eaux d'irrigation, ils ont fait face à une hausse des coûts de production en raison de la sécheresse. Le programme est destiné à fournir une aide financière pour couvrir ces pertes.

3. Fondement et législation

Le programme a été mis en œuvre par le Ministère de l'environnement, du développement durable et de la lutte contre le changement climatique.

4. Forme de la subvention

Dons en espèces.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Dons en espèces accordés aux agriculteurs enregistrés.

6. Montant de la subvention

2017 – 874 109 euros.

2018 – 4 557,14 euros.

7. Durée de la subvention

Don en espèces unique versé pendant la période allant de mai 2017 à novembre 2018.

8. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

30 PROGRAMME DE STAGES

1. Titre du programme de subvention

Programme de stages.

2. Période sur laquelle porte la notification

Au titre du projet FSE.2.201 d'amélioration de l'employabilité par la formation, Jobsplus a lancé les premiers programmes de stages en 2014. Tous les stages proposés dans le cadre de ce projet se sont achevés fin 2015. En 2016, Jobsplus a relancé le programme dans le cadre d'un autre projet du FSE (FSE.01.001 – Formation professionnelle).

Le programme de stages fait partie intégrante du projet de *formation professionnelle*, qui est cofinancé par le Fonds social européen 2014-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme de stage offre une formation professionnelle initiale (formation préalable à l'emploi) aux demandeurs d'emploi pour les aider à acquérir les connaissances, les aptitudes et les compétences nécessaires pour trouver un emploi et le conserver. Les stages sont basés sur une le principe d'une combinaison entre une formation sur place et une formation externe. Les programmes proposés sont axés sur les exigences du marché du travail, les préférences en matière d'emploi des demandeurs correspondant aux besoins des employeurs participant au programme.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Pour 2015:

Les remboursements versés aux stagiaires et aux employeurs sont cofinancés par le Fonds social européen (85% par le FSE et 15% par des fonds nationaux).

Jobsplus, service public pour l'emploi maltais, est chargé de l'administration du projet d'amélioration de l'employabilité par la formation financé par le FSE.

Le cadre général des stages à Malte est fixé par les articles 29 à 45 de la Loi sur l'emploi et les services de formation (chapitre 343)

À partir de 2016:

Les remboursements versés aux stagiaires et aux employeurs sont cofinancés par le Fonds social européen (80% par le FSE et 20% par des fonds nationaux).

Jobsplus, service public pour l'emploi maltais, est chargé de l'administration du projet d'amélioration de l'employabilité par la formation financé par le FSE.

Le cadre général des stages à Malte est fixé par les articles 19 à 45 de la Loi sur l'emploi et les services de formation récemment modifiée (chapitre 594), entrée en vigueur en 2018.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Versements périodiques.

6. À qui et comment la subvention est accordée

En 2015:

Pendant leur participation au programme, les stagiaires devaient choisir entre l'allocation de formation versée par Jobsplus et les prestations sociales. Le montant de l'allocation de formation versée par Jobsplus était fixé à 3,33 euros par heure de présence (le taux horaire s'élevait à 80% du salaire minimum légal national alors applicable). Quelle que soit l'option retenue, les stagiaires devaient fournir les feuilles de présence originales indiquant l'heure de début et de fin de la formation sur place et de la formation externe pour chaque journée. Les feuilles de présence devaient être approuvées par le représentant de l'employeur. Une fois les feuilles de présence vérifiées et les calculs validés, un formulaire de demande de remboursement était généré dans le cas des stagiaires

ayant opté pour l'allocation de formation et le stagiaire était remboursé en conséquence. Les versements étaient effectués le 20 de chaque mois.

Les employeurs participant au programme pouvaient également bénéficier d'un don s'élevant à 1 euro par heure de présence du stagiaire. Ils n'avaient pas à fournir de documents supplémentaires étant donné que le remboursement était basé sur les fiches de présence sur place des stagiaires.

À partir de 2016:

Pendant leur participation au programme, les stagiaires n'étaient plus tenus de choisir entre l'allocation de formation versée par Jobsplus et les prestations sociales, mais ne pouvaient plus bénéficier que de l'allocation versée par Jobsplus. Le montant de l'allocation de formation était fixé à 4,20 euros par heure de présence (le taux horaire s'élevait à 80% du salaire minimum légal national alors applicable - les allocations sont indexées sur le salaire minimum) tandis qu'en 2017 et 2018, le taux est passé respectivement à 4,24 et 4,31 euros. Les stagiaires devaient fournir les feuilles de présence originales indiquant l'heure de début et de fin de la formation sur place et de la formation externe pour chaque journée. Les feuilles de présence devaient être approuvées par le représentant de l'employeur. Une fois les feuilles de présence vérifiées et les calculs validés, un formulaire de demande de remboursement était généré dans le cas des stagiaires ayant opté pour l'allocation de formation et le stagiaire était remboursé en conséquence. Les versements étaient effectués le 20 de chaque mois.

Dans le cadre du projet de formation professionnelle, les employeurs ne peuvent bénéficier d'aucune indemnité car tous les coûts liés à la formation et au placement professionnel des participants sont à la charge de Jobsplus .

7. Montant unitaire de la subvention ou montant total

Aucun versement n'a eu lieu en 2017 car le versement des fonds du projet de formation professionnelle a commencé en 2018. En 2018, les versements se sont élevés à 1 190 915,60 euros. Ces montants regroupent la participation du FSE et des fonds nationaux.

8 Durée de la subvention

Depuis 2016 (y compris la période 2017-2018 couverte dans le présent rapport).

Durée maximale habituellement prévue pour un participant: voir ci-dessous.

quatorze semaines pour la formation aux techniques de vente, 14 semaines pour la formation aux compétences de base en milieu de travail, 16 semaines pour la formation aux procédés de fabrication et 16 semaines pour la formation aux procédures administratives. Pour la seule année 2017, Jobsplus a mis en œuvre un programme de formation sur l'entretien et la préservation des sites culturels qui a duré 52 semaines.

Durée prolongée maximale applicable sous certaines conditions ou pour des groupes particuliers: s.o. du fait que les conventions de stage ne peuvent être prolongées.

9. Aucun effet sur le commerce.

31 PROGRAMME D'EXPOSITION PROFESSIONNELLE

1. Titre du programme de subvention

Programme d'exposition professionnelle.

2. Période sur laquelle porte la notification

Au titre du projet FSE.2.201 d'amélioration de l'employabilité par la formation, Jobsplus a lancé le Programme concernant l'exposition professionnelle en 2015. En 2016, Jobsplus a relancé le programme dans le cadre du nouveau projet FSE.01.001 – Formation professionnelle.

Le programme d'exposition professionnelle fait partie intégrante du *projet de formation professionnelle*, qui est cofinancé par le Fonds social européen 2014-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Programme d'exposition professionnelle vise à faciliter le passage à la vie active en offrant aux demandeurs d'emploi une formation pratique initiale les aidant à acquérir les connaissances, les aptitudes et les compétences nécessaires pour trouver un emploi et le conserver. Ce programme est conçu pour refléter la demande sur le marché du travail actuel, les préférences en matière d'emploi des demandeurs correspondant aux besoins des employeurs participant au programme.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

En 2015, les allocations de formation versées aux stagiaires et aux employeurs étaient cofinancées par le Fonds social européen (85% par le FSE et 15% par des fonds nationaux).

En 2016, les allocations de formation versées aux stagiaires et aux employeurs étaient cofinancées par le Fonds social européen (80% par le FSE et 20% par des fonds nationaux). Jobsplus, service public pour l'emploi maltais, est chargé de l'administration du projet financé par le FSE. Le cadre général de ce programme est fixé par la Loi sur l'emploi et les services de formation (chapitre 594).

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Versements périodiques.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Pendant leur participation au programme, les stagiaires bénéficiaient d'une allocation de formation versée par Jobsplus, fixée à 4,00 euros par heure de présence en 2015 et 4,20 euros par heure de présence en 2016 (le taux horaire était fondé sur le salaire minimum légal national alors applicable). En 2017 et 2018, les stagiaires ont respectivement perçu 4,24 et 4,31 euros par heure (l'allocation demeure indexée sur le salaire minimum national. Le taux horaire hebdomadaire est calculé à partir du salaire hebdomadaire minimum tel qu'il figure sur le site Web du DIER. En 2019, le salaire minimum national des employés à plein temps s'élève à 175,08 euros par semaine pour les personnes âgées de 18 ans et plus. Il est ensuite divisé par 40 heures afin d'obtenir le taux horaire. L'Accord national sur le salaire minimum signé en 2017 par les partenaires sociaux est entré en vigueur par l'Avis légal 144 de 2017). Pour bénéficier du remboursement, les stagiaires devaient fournir les feuilles de présence originales indiquant l'heure de début et de fin de la formation sur place pour chaque journée. Les feuilles de présence devaient être approuvées par le représentant de l'employeur. Une fois les feuilles de présence vérifiées et les calculs validés, un formulaire de demande de remboursement était généré et le stagiaire était remboursé en conséquence. Les versements étaient effectués le 20 de chaque mois.

Les stagiaires bénéficiant préalablement de prestations sociales continuaient de recevoir une partie de ces prestations au cours du programme étant donné que la rémunération versée dans le cadre du programme est basée sur l'emploi à temps partiel et non l'emploi à temps plein.

7. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Les versements au titre du Programme d'exposition professionnelle se sont élevés à 238 670,84 euros en 2015 et à 282 040,50 euros en 2016. En 2018, les versements effectués au titre du Projet de formation professionnelle se sont élevés à 635 786 euros. Ces montants regroupent la participation du FSE et des fonds nationaux.

8. Durée de la subvention

Durée habituellement prévue pour un participant: 12 semaines.

Durée maximale prévue ou autorisée: 12 semaines.

Durée prolongée maximale applicable sous certaines conditions ou pour des groupes particuliers: s.o. du fait que les conventions d'exposition professionnelle ne peuvent être prolongées

L'exposition professionnelle est censée durer 12 semaines et les participants sont tenus de se présenter à leur lieu de travail pendant 20 heures par semaine en moyenne. La formation sur place a lieu dans les locaux de l'employeur auprès duquel le stagiaire est placé.

9. Données statistiques

Aucun effet sur le commerce.

32 PROGRAMME DE PLACEMENT PROFESSIONNEL

1. Titre du programme de subvention

Programme de placement professionnel.

2. Période sur laquelle porte la notification

Le Programme de placement professionnel a débuté en 2016 dans le cadre du projet FSE.01.001 de formation professionnelle.

Le programme de placement professionnel fait partie intégrante du projet de formation professionnelle, qui est cofinancé par le Fonds social européen 2014-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Programme de placement professionnel offre une formation aux participants à la suite d'un cours dispensé par Jobsplus, qui inclut une composante pratique. Le Programme de placement professionnel offre la possibilité aux participants d'acquérir des connaissances théoriques comme pratiques.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

L'allocation de formation versée aux stagiaires est cofinancée par le Fonds social européen (80% par le FSE et 20% par des fonds nationaux).

Jobsplus, service public pour l'emploi maltais, est chargé de l'administration du projet financé par le FSE.

Le cadre général de ce programme est fixé par la Loi sur l'emploi et les services de formation (chapitre 594).

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Versements périodiques.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Ce programme est ouvert à toute personne au chômage ou inactive. D'autres conditions d'admission peuvent s'appliquer en fonction du domaine d'emploi/d'étude choisi.

La formation sur place est dispensée dans les locaux de l'employeur auquel le stagiaire est affecté. Le temps de travail des stagiaires est fixé par Jobsplus bien que ceux-ci disposent d'une certaine latitude, pouvant aller de 20 à 40 heures par semaine environ.

Tout employeur des secteurs public et privé, y compris les ONG, peuvent prétendre à des avantages en participant à ce programme

7. Montant unitaire ou montant total de la subvention

En 2018, les versements se sont élevés à 110 755,10 euros. Ils regroupent la participation du FSE et les fonds nationaux.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Chaque stagiaire dispose de 26 semaines au plus pour effectuer les heures de stage suivantes:

- Personnel soignant auprès de personnes âgées: 100 heures;
- Personnel soignant auprès de personnes handicapées: 71 heures;
- Gardes d'enfants: 500 heures.

9. Données statistiques

Aucun effet sur le commerce.

33 PROGRAMME DE GARANTIE 2.0 POUR LA JEUNESSE FSE.01.002

1. Titre du programme de subvention

Programme de garantie 2.0 pour la jeunesse FSE.01.002 / Garanzija għaz-Zgħazagħ 2.0 FSE.01.002.

2. Période sur laquelle porte la notification

De 2015 à la fin décembre 2019.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme de garantie pour la jeunesse (FSE.01.002 – Garantie 2.0 pour la jeunesse) est un projet financé par l'UE et mis au point à l'intention des jeunes âgés de 15 à 25 ans, qui consiste en quatre mesures liées à l'éducation et à l'emploi: **le programme d'activation des NEET II, les cours de rattrapage pour le diplôme de l'enseignement secondaire, les cours de rattrapage du MCAST et les cours d'été sur les TIC.**

Le programme s'adresse aux jeunes inactifs et à la recherche d'un emploi, y compris les jeunes chômeurs de longue durée et les jeunes coupés du marché du travail. Ce programme vise à l'intégration durable des jeunes sur le marché du travail, en particulier ceux ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation (NEET), y compris les jeunes menacés d'exclusion sociale et issus de communautés marginalisées

Le projet de garantie pour la jeunesse se concentre sur la population actuelle de NEET ainsi que sur ceux menacés de devenir des NEET ou des jeunes au chômage au moyen d'un ensemble de mesures adaptées à ces populations spécifiques. Le projet offre une formation et une assistance personnalisées à ces jeunes.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Le programme de garantie pour la jeunesse est une initiative de l'UE et un engagement pris par tous les États membres de veiller à ce que tous les jeunes de moins de 25 ans bénéficient d'une offre d'emploi de bonne qualité, d'une formation continue, d'un apprentissage ou d'un stage dans les quatre mois suivant l'entrée au chômage ou la fin de la scolarité obligatoire.

Le financement provient du Fonds social européen pour la période de programmation 2014-2020. Le taux de cofinancement du FSE est de 80% tandis que les 20% restants proviennent de fonds nationaux.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Programme d'activation des NEET II: fournit aux jeunes (16-25 ans) qui ne travaillent pas et ne suivent pas d'études ni de formation (NEET) une *formation professionnelle/personnelle*, un *mentorat* et un *soutien permanent*, facilitant ainsi leur passage de l'éducation à un emploi rémunéré tout en améliorant leurs perspectives d'emploi, leur qualité de vie et leur intégration dans la société.

Cours d'été sur les TIC: chaque participant bénéficie de 60 heures de formation sur les TIC dans l'un des centres en fonction du lieu où résident les participants. L'allocation est accordée sous réserve d'avoir suivi 80% des cours.

Cours de rattrapage pour le diplôme d'enseignement secondaire: des enseignants sont recrutés par l'Office de garantie pour la jeunesse pour assurer les cours de rattrapage. Des fonctionnaires sont également engagés pour élaborer et publier des calendriers et jouer le rôle de mentors pendant toute la durée du programme d'été. Les enseignants et les coordinateurs sont rémunérés à un taux horaire fixe. En outre, les enseignants sont également rémunérés à l'heure pour les travaux de préparation. Les participants ne bénéficient d'aucune indemnité.

Cours de rattrapage du MCAST: des enseignants sont recrutés par le MCAST pour assurer les cours de rattrapage. Un fonctionnaire est également engagé pour élaborer et publier des calendriers et jouer le rôle de mentor pendant toute la durée du programme d'été. Les enseignants et les coordinateurs sont rémunérés à un taux horaire fixe par l'intermédiaire du financement du FSE. Les participants ne bénéficient d'aucune indemnité.

Les transferts financiers prennent la forme de versements périodiques en espèces, de paiements forfaitaires et de remboursements.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Programme d'activation des NEET II: Pour participer à ce programme, les jeunes doivent être âgés de moins de 25 ans le mois précédant l'appel à candidatures, résider à Malte ou Gozo et être au chômage ou inactifs. Cette initiative vise à démarginaliser les jeunes et à les réintégrer au système éducatif ou au marché du travail. Elle comprend deux phases.

Durant la première phase, chaque demandeur bénéficie d'environ quatre semaines (80 heures) de formation élémentaire sur les compétences douces: rédiger un CV, préparer un entretien, compétences en matière de motivation, et compétences en matière de communication. Cette phase dure entre quatre et six semaines en fonction de la programmation de l'emploi du temps. Pendant la deuxième phase, les participants choisissent entre deux options:

1. Un placement professionnel (240 heures maximum) auprès d'un employeur en fonction des compétences et des souhaits du demandeur. Ce placement dure environ 12 semaines – soit 80 heures toutes les 4 semaines.
2. Les demandeurs souhaitant améliorer leur niveau d'éducation peuvent choisir un cours auprès d'un établissement accrédité comme le MCAST/ITS et y assister à un cours. Dans ce cas, nous financerons également un maximum de 240 heures.

Chaque participant reçoit une allocation de 4,50 euros par heure après les phases de formation et d'exposition professionnelle/poursuite des études en fonction de leur assiduité.

Cours d'été sur les TIC: les cours d'été sur les TIC s'adressent aux personnes qui ont participé au cursus pédagogique alternatif pendant l'année scolaire précédente ou qui sont inactifs, ou sont recommandés par l'équipe psychosociale de l'établissement scolaire. Les participants sont rémunérés au taux horaire de 4,05 euros sous réserve d'avoir suivi 80% de la formation. Ainsi, un participant suivant au moins 80% de la formation bénéficie de 243 euros à la fin des cours.

Cours de rattrapage pour le diplôme d'enseignement secondaire: Les cours de rattrapage pour le diplôme d'enseignement secondaire sont destinés aux NEET qui étaient étudiants auparavant inscrits dans des établissements publics ou privés et ne se présentant à la session d'examen du mois de mai ou ayant obtenu les notes 6, 7 ou "U" dans au moins l'une des principales disciplines proposées.

(maltais, anglais, mathématiques, sciences physiques et biologie). À compter de 2017, la biologie a été ajoutée aux disciplines scientifiques proposées. Des enseignants sont recrutés par l'Office de garantie pour la jeunesse pour assurer les cours de rattrapage. Des fonctionnaires sont également engagés pour élaborer et publier des calendriers et jouer le rôle de mentors pendant toute la durée du programme d'été. Les enseignants et les coordinateurs sont rémunérés au taux horaire fixe de 12 euros. En outre, les enseignants sont également rémunérés pour les travaux de préparation au taux horaire de 12 euros. Les versements sont effectués une fois le programme terminé. Les participants ne bénéficient d'aucune indemnité.

Cours de rattrapage du MCAST: Les étudiants échouant à l'un des examens de niveau 1, 2 ou 3 du Malta College for Arts, Science and Technology (MCAST) peuvent bénéficier de cours de rattrapage pendant la période estivale. Des enseignants sont recrutés par le MCAST pour assurer ces cours. Un fonctionnaire est également engagé pour élaborer et publier des calendriers et jouer le rôle de mentor pendant toute la durée du programme d'été. Les enseignants et les coordinateurs sont rémunérés aux taux horaires respectifs de 24,00 euros et 12,00 euros par l'intermédiaire du financement du FSE. Les versements sont effectués une fois le programme terminé. Les participants ne bénéficient d'aucune indemnité.

7. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant total des versements au titre du programme de garantie pour la jeunesse pour la période allant de 2016 jusqu'à la fin 2018 s'est élevé à 1 868 891,45 euros. Pour l'année 2017, le montant total des versements a atteint 885 740,15 euros et, pour 2018, il a atteint 569 938,60 euros. Ces montants regroupent la participation du FSE et des fonds nationaux.

8. Durée de la subvention Programme d'activation des NEET II:

Durée habituellement prévue pour un participant: 16 semaines

Durée prolongée maximale sous certaines conditions ou pour des groupes particuliers: 30 semaines; participants au cours d'été sur les TIC: 60 heures de formation; cours de rattrapage pour le diplôme de l'enseignement secondaire: 5 semaines de cours; cours de rattrapage du MAST: 6 semaines de cours.

9. Données statistiques

Aucun effet sur le commerce.

34 PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION DES FORMATIONS

1. Titre du programme de subvention

Programme de rémunération des formations (TPS).

2. Période sur laquelle porte la notification

Le programme de rémunération des formations a été proposé à partir de mars 2017 au titre du FSE 01.001 – Formation professionnelle (dans le cadre du projet FSE appelé Programme de développement des compétences), cofinancé par le Fonds social européen 2014-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les personnes à développer et/ou à améliorer leurs compétences en participant à davantage de programmes d'éducation et de formation externes.

Le programme propose une aide sous forme d'une bourse de formation afin d'aider les participants à couvrir les coûts liés à la formation. Cette subvention est accordée aux personnes (stagiaires) une fois leur formation achevée avec succès.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Le financement provient du Programme opérationnel II – Fonds structurels et fonds d'investissement européens 2014-2020. Le taux de cofinancement du FSE est de 80%, les 20% restants étant financés par des fonds nationaux.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

La subvention correspond à 75% des coûts directs de la formation hors TVA, mais ne dépasse pas le montant maximum de 1 000 euros. Le seuil minimum requis pour qu'une demande soit acceptée est fixé à 100 euros. La subvention est versée directement au participant une fois la formation achevée avec succès et sur présentation d'une facture et d'un reçu original de paiement, ainsi que d'une copie du certificat accrédité ou du relevé de notes. Les coûts de formation désignent les frais de formation, le matériel de formation, les frais d'inscription et les frais d'examen acquittés par le demandeur.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le programme est ouvert aux personnes en âge de travailler de 16 à 64 ans conformément aux lois applicables. Les personnes âgées de 16 à 24 ans ne doivent pas participer au titre du programme d'activation II de la garantie jeunes NEET.

Formation

Les participants prospectifs peuvent demander à participer à tout programme de formation à condition que le cours:

- ne soit pas proposé par Jobsplus;
- soit proposé par un établissement de formation agréé (le prestataire doit avoir obtenu la licence du NCFHE*);
- soit compris entre les niveaux MQF 1 et 5.

* des exceptions peuvent s'appliquer conformément à la législation subsidiaire 327.433 – Éducation complémentaire et supérieure – Réglementation relative aux licences, aux accréditations et à l'assurance de qualité).

Autres règles générales

- Les demandes doivent être reçues au moins deux semaines avant la date de début du cours.
- Le montant minimum du coût de la formation (hors TVA) s'élève à 100 euros.

Les stages de formation proposés par l'entreprise qui emploie le demandeur ne sont pas admissibles. Seules des qualifications et récompenses intégrales sont acceptées. Les demandes relatives à un module qui fait partie d'une qualification ou d'une récompense ne le peuvent pas.

7. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Aucun versement pendant l'année 2017 car les fonds du projet de formation professionnelle ont commencé d'être décaissés en 2018, s'établissant alors à 13 833,50 euros.

Ces montants regroupent le FSE et les fonds nationaux.

8. Durée de la subvention

De 2017 à 2020 au titre du FSE 01.001 – Formation professionnelle.

9. Données statistiques

Aucun effet sur le commerce international.

35 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES

1. Titre du programme de subvention

Programme d'investissement dans les compétences.

2. Période sur laquelle porte la notification

Jusqu'au 30 juin 2020. Ce programme relève du programme opérationnel II du Fonds social européen pour Malte – *"Investir dans le capital humain pour créer davantage de possibilités et promouvoir le bien-être de la société"* pour la période de programmation 2014-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a été lancé pour promouvoir la formation de personnes participant activement au marché du travail maltais, en vue d'accroître la productivité et de renforcer l'adaptabilité.

4. Fondement et législation

Jobsplus (service public pour l'emploi maltais) fait office d'organisme intermédiaire pour le compte de l'Autorité de gestion.

Le financement provient du Programme opérationnel II – Fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020. Le taux de cofinancement est de 80% pour les fonds du FSE, les 20% restants provenant de fonds nationaux.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Le programme est axé sur la demande; de ce fait, l'employeur peut faire une demande dès qu'un besoin de formation est identifié au sein de son entité.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les dons sont accordés en fonction de l'ordre de présentation des demandes et soumis à des plafonds annuels. Le montant total du budget disponible pour ce programme s'élève à 8 millions d'euros, avec un plafond annuel indicatif de l'ordre de 2 millions d'euros.

Les dons sont accordés aux bénéficiaires qui remplissent les critères d'admissibilité ci-dessous au stade de la demande et au stade du remboursement:

Critères d'admissibilité:

- a. **Documentation complète**
- b. **Projet mis en œuvre dans le territoire admissible ou à son bénéfice direct.**
- c. **Effet incitatif:** L'aide est considérée incitative si le bénéficiaire a présenté une demande écrite pour en bénéficier avant le début des travaux relatifs au projet ou à l'activité. De ce fait, la déclaration et la preuve de résultats doit être datée postérieurement à la date de présentation de la demande IIS.
- d. **Programme de formation admissible:** L'aide ne sera pas accordée pour des formations que les employeurs organisent pour se mettre en conformité avec les Normes nationales obligatoires sur la formation (autrement dit, il doit s'agir de formations volontaires, et non de formations imposées par la loi). En outre, les séances d'information et les activités de renforcement de la cohésion des équipes ne sont pas admissibles au titre du programme d'investissement dans les compétences car elles ne sont pas considérées comme des formations.

- e. **Le stagiaire doit être formellement employé par le bénéficiaire pendant la période de formation.** Les apprentis et les étudiants en formation professionnelle avec un contrat d'apprentissage ou de formation professionnelle ne sont pas admissibles.

En outre, dans le cas d'employeurs exerçant une activité économique, quelle que soit sa forme juridique:

- f. **L'aide ne peut être accordée à une entreprise dont il est avéré qu'elle est en difficulté.** Jobsplus effectuera des contrôles pour s'assurer que chaque entreprise demandeuse est saine sur le plan financier.

- g. **Le bénéficiaire relève de la définition de l'entreprise.**

Groupes cibles:

Les demandes de tous les employeurs exerçant une activité économique – quelle que soit leur forme juridique – sont admissibles. Cela inclut les partenariats, les entreprises, les entreprises familiales, les associations, les entrepreneurs individuels ou les autres groupes de personnes, les ONG et les partenaires sociaux.

Les ONG et les partenaires sociaux sans activité économique peuvent également bénéficier du programme.

7. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Aucun versement n'a été effectué en 2017 car les premiers versements au titre du fonds Investir dans les compétences ont été effectués en 2018. Le montant total des versements effectués en 2018 s'est élevé à 582 368,44 euros.

Liste des bénéficiaires à la fin 2018.

Au total, pour les années 2017 et 2018, il y a eu 651 bénéficiaires du programme.

Subvention des coûts de formation et des coûts salariaux:

Type de formation	Taux horaire par stagiaire pour les coûts formation	Taux horaire par stagiaire pour les coûts salariaux**	Plafonnement
Formation non accréditée	25 €	4,90 €	Jusqu'à 25 heures
Formation accréditée*	25 €	4,90 €	Toutes les heures de contact

* La formation doit être accréditée par la NCFHE (Commission nationale de l'enseignement complémentaire et supérieur, l'ITS (Institut des études sur le tourisme), l'UOM (Université de Malte) et le MCAST (Malta College of Arts, Science & Technology, où les niveaux MQF/EQF 1 à 5 seront admis au titre du programme d'investissement dans les compétences.

** Remboursable si la formation a lieu pendant les horaires de travail ordinaires des stagiaires. En cas d'apprentissage à distance ou en ligne, les dépenses salariales ne peuvent pas être remboursées.

Le remboursement est calculé en fonction des heures figurant sur les feuilles de présence certifiées, en utilisant le Barème standard de coûts unitaires de 25 euros par stagiaire et par heure.

Subvention des dépenses de transport aérien:

Les coûts de transport sont basés sur la subvention Erasmus Plus en faveur de la mobilité du personnel:

Taux applicables en fonction de la distance aller-retour par participant	
100 – 499 km	180 €
500 – 1 999 km	275 €
2 000 – 2 999 km	360 €

Taux applicables en fonction de la distance aller-retour par participant	
3 000 – 3 999 km	530 €
4 000 – 7 999 km	820 €
8 000 km ou plus	1 500 €

Intensité de l'aide

Les taux de cofinancement appliqués au total des dépenses admissibles sont les suivants:

Taille de l'entité	Intensité de l'aide
Grandes entités	50%
Entités moyennes	60%
Petites et micro entités	70%

8. Durée de la subvention

La durée de la subvention n'est pas déterminée. Elle peut aller d'un mois à deux mois ou davantage en fonction du cours proposé. Elle correspond à la période allant de la date de début à la date de fin de la formation.

9. Données statistiques

Aucun effet sur le commerce international.

36 PROGRAMME D'ACCÈS À L'EMPLOI (A2E)

1. Titre du programme de subvention

Programme d'accès à l'emploi (A2E).

2. Période sur laquelle porte la notification

Le programme a commencé en 2015 et restera en vigueur jusqu'en 2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Programme d'accès à l'emploi (A2E) fournit une aide à l'emploi aux entreprises de Malte et Gozo pour promouvoir le recrutement des demandeurs d'emploi et des personnes inactives présentant le plus de difficultés.

Ce programme facilite l'insertion des demandeurs d'emploi et des personnes inactives sur le marché du travail en:

Augmentant les possibilités d'accès au marché du travail et en fournissant une expérience de travail aux personnes les plus éloignées du marché de l'emploi; comblant l'écart entre l'offre et la demande sur le marché du travail; renforçant la cohésion sociale.

4. Fondement et législation

Jobsplus (service public pour l'emploi maltais) sert d'organe intermédiaire auprès de l'autorité de gestion. Ce programme est conforme au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Règlement général d'exemption par catégorie). Le programme A2E est cofinancé à 80% par le FSE et à 20% par des fonds nationaux.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Le programme est géré en fonction de la demande, ce qui signifie qu'une entreprise peut solliciter une aide dès qu'elle identifie un besoin en matière de recrutement en son sein. Les subventions sont

accordées suivant l'ordre de réception des demandes et sont soumis à des plafonds pour chaque année civile. Le budget total disponible pour ce programme s'élève à 12 millions d'euros, avec un plafond indicatif annuel par année civile d'environ 2,4 millions d'euros. Le programme est financé par le Fonds social européen (80%) et des fonds nationaux (20%).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Critères d'admissibilité:

Les bénéficiaires de cette subvention sont des entreprises exerçant une activité économique, quelle que soit leur forme juridique, à l'exclusion des entités du secteur public. Elles comprennent les sociétés partenariales, les entreprises, les entreprises familiales, les associations, les entrepreneurs individuels et d'autres groupes de personnes. Selon cette définition, il faut qu'au moins une personne dans l'organisation de l'employeur engage une autre personne au titre du programme A2E. Les ONG et les partenaires sociaux qui n'exercent pas d'activité économique peuvent également bénéficier du programme.

À titre d'organe intermédiaire, Jobsplus approuve le remboursement lorsque le bénéficiaire fournit une demande de remboursement conforme, l'emploi a réellement été attribué et l'employeur déclare que les dépenses ont effectivement été engagées. Toutes les demandes de financement sont évaluées en fonction des critères d'admissibilité et un financement est accordé dans la limite des fonds disponibles et sous réserve que l'emploi soit attribué pendant la période admissible. Pour qu'un recrutement soit considéré comme admissible, l'entreprise doit fournir un formulaire de demande de l'A2E dûment complété et les documents pertinents avant la fin août 2019. Le recrutement doit se faire au plus tard en septembre 2019 pour pouvoir donner droit à la subvention.

Groupes cibles:

1. toute personne de 24 ans et plus sans emploi/inactive au cours des 6 derniers mois;
2. toute personne de 24 ans et plus sans emploi au cours des 12 derniers mois et ayant effectué un stage chez le demandeur pendant cette période;
3. tout adulte vivant seul ayant à sa charge une ou plusieurs personnes et non employé à temps plein;
4. toute personne de 24 ans et plus n'ayant pas atteint le niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou obtenu de qualifications professionnelles (CITE 3) et n'ayant pas d'emploi;
5. toute personne de plus de 50 ans sans emploi;
6. toute personne sans emploi/inactive au cours des 12 derniers mois n'ayant pas effectué de stage chez le demandeur pendant cette période et appartenant à la catégorie 3) à 5);
7. toute personne de 24 ans et plus sans emploi/inactive au cours des 24 derniers mois n'ayant pas effectué de stage chez le demandeur pendant cette période;
8. toute personne handicapée reconnue comme telle en vertu de la législation nationale et non employée à temps plein.

7. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Groupe cible Barème standard de coûts unitaires sur la base de 40 heures hebdomadaires Barème standard de coûts unitaires sur la base de 20 heures hebdomadaires.

- | | | |
|----------------------------------------------------|-----------|-------------|
| • Personnes défavorisées et gravement défavorisées | 85 euros | 42,50 euros |
| • Personnes reconnues comme handicapées | 125 euros | 62,50 euros |

Le montant versé au titre du Programme d'accès à l'emploi s'est élevé à 1 871 021,29 euros en 2017 et à 1 822 019,83 euros en 2018. Ces montants regroupent la participation du FSE et des fonds nationaux.

8. Durée de la subvention

Les employeurs qui embauchent des personnes admissibles reçoivent une subvention de 85 euros par semaine et par nouvelle recrue pendant 26 semaines, 52 semaines ou 104 semaines selon le groupe cible. Dans le cas de personnes reconnues comme handicapées, une subvention de 125 euros par semaine est accordée pour un maximum de 156 semaines.

9. Données statistiques

Aucun effet sur le commerce international.

37 FAVORISER LA COHÉSION ÉCONOMIQUE À GOZO (SECTEUR DE L'AGRICULTURE)

1. Titre de la subvention

Favoriser la cohésion économique à Gozo (secteur de l'agriculture)

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.

3. Objectif général

Aider les agriculteurs basés à Gozo dans leurs activités; ce programme prévoit le remboursement des billets de ferry achetés par les agriculteurs pour transporter leur production agricole à Malte, atténuant ainsi partiellement le handicap de la double insularité auquel est confronté le secteur de l'agriculture.

4. Fondement et législation

Le programme est une mesure administrative mise en œuvre par le Ministère de Gozo.

5. Forme de la subvention

Remboursement sous la forme d'un don en espèces des coûts admissibles engagés par les bénéficiaires.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Remboursement des billets de ferry des agriculteurs basés à Gozo qui font la traverse vers Malte pour y vendre leur production agricole.

7. Montant de la subvention

35 467,70 euros (2017).

37 770,65 euros (2018).

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Sans objet.

38 INSTALLATIONS DE CLASSEMENT PAR QUALITÉ ET DE CONDITIONNEMENT DES FRUITS ET LÉGUMES

1. Titre de la subvention

Installations de classement par qualité et de conditionnement des fruits et légumes.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 15 mars 2016 au 31 décembre 2020.

3. Objectif général

Soutenir le secteur agricole à Gozo par la fourniture d'aide à la mise en place, la mise en œuvre et l'exploitation d'installations de classement par qualité et de conditionnement des fruits et légumes.

4. Fondement et législation

Ce programme est une mesure administrative mise en œuvre par le Ministère de Gozo.

5. Forme de la subvention

Remboursement sous la forme d'un don en espèces des coûts admissibles engagés par les bénéficiaires.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Coopératives agricoles basées à Gozo.

7. Montant de la subvention

22 000 euros (2017).

Aucune subvention (2018)

8. Durée de la subvention

Du 15 mars 2016 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Le commerce international n'a pas été affecté.

39 PROGRAMME DE TRANSPORT DE FOURRAGE

1. Titre de la subvention

Programme de transport de fourrage.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017.

3. Objectif général

Atténuer partiellement les surcoûts auxquels sont confrontés les éleveurs de Gozo en lien avec le transport de fourrage de Malte à Gozo.

4. Fondement et législation

Le programme est une mesure administrative mise en œuvre par le Ministère de Gozo.

5. Forme de la subvention.

Remboursement sous la forme d'un don en espèces des coûts admissibles engagés par les bénéficiaires. La subvention couvre un pourcentage des surcoûts liés au transport de fourrage entre Malte et Gozo. Les coûts admissibles ne peuvent être supérieurs au tarif officiel du transport maritime inter-îles.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Éleveurs basés à Gozo au prorata du volume de fourrage transporté de Malte à Gozo.

7. Montant de la subvention

43 999,03 euros (2017).

14 340,00 euros (2018) versés en 2018 au titre des demandes pour 2017.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Sans objet.

40 FAVORISER LA COHÉSION ÉCONOMIQUE À GOZO (SECTEUR DE LA PÊCHE)

1. Titre de la subvention

Favoriser la cohésion économique à Gozo (secteur de la pêche).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2020.

3. Objectif général

Promouvoir la cohésion économique à Gozo par la fourniture d'une aide destinée à atténuer partiellement le handicap lié à la double insularité à laquelle est confronté le secteur de la pêche.

4. Fondement et législation

Le programme est une mesure administrative mise en œuvre par le Ministère de Gozo.

5. Forme de la subvention

Remboursement sous la forme d'un don en espèces des coûts admissibles engagés par les bénéficiaires.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Opérateurs économiques (y compris les individus) menant des activités économiques dans le secteur de la pêche. La subvention est accordée contre justificatif des dépenses engagées.

7. Montant de la subvention

40,75 euros (2017).
81,50 euros (2018).

8. Durée de la subvention

Du 14 juillet 2014 au 31 décembre 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.

41 FAVORISER LA COHÉSION ÉCONOMIQUE À GOZO (SECTEUR INDUSTRIEL)

1. Titre de la subvention

Favoriser la cohésion économique à Gozo (secteur industriel).

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2020.

3. Objectif général

Promouvoir la cohésion économique à Gozo par la fourniture d'une aide destinée à atténuer partiellement le handicap lié à la double insularité à laquelle sont confrontées les entreprises manufacturières basées à Gozo.

4. Fondement et législation

Le programme est une mesure administrative mise en œuvre en vertu du Vote IX Point 7096 du Ministère de Gozo

5. Forme de la subvention

Remboursement des surcoûts supportés pour le transport entre Malte et Gozo des machines, installations, matériels, marchandises et produits directement liés aux activités économiques des bénéficiaires admissibles. Les coûts admissibles ne peuvent être supérieurs au tarif officiel du transport maritime inter-îles plus la moitié des coûts de transport terrestre associés.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises exerçant des activités de fabrication à Gozo. La subvention prend la forme d'un don fondé sur les dépenses effectivement engagées

7. Montant de la subvention

2017 – 300 898 euros.
2018 – 23 268 euros (paiement partiel; les demandes pour 2018 n'ont pas encore été calculées ni vérifiées).

8. Durée de la subvention

Les activités doivent être conduites d'ici à 2020.

9. Effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce international.
